

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

NOVEMBRE - DÉCEMBRE 1994

251 • 3,75 \$

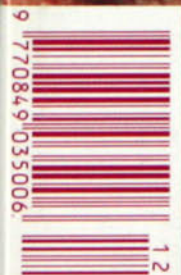
**NOUVEL ÂGE**

Entrevue avec  
**CHRISTIAN  
LAMONTAGNE**

«Quand la religion  
ne nourrit plus...»

DOSSIER

la reconversion de  
**L'INDUSTRIE MILITAIRE**  
au Québec





# La CEQ lance le débat sur l'éducation...

- Un livre charnière pour comprendre les enjeux
- Un projet démocratique pour l'école québécoise
- Une contribution majeure de la CEQ

*Il y a là une rafraîchissante réflexion d'ensemble ne faisant pas mystère des valeurs qu'elle défend.*

*Normand Baillargeon (Le Devoir)*

Une coédition CEQ/Éditions Saint-Martin. En vente dans les bonnes librairies et au Centre de documentation de la CEQ, 1170, boul. Lebourgneuf, bureau 300, Québec, QUÉBEC, G2K 2G1. Tél. : (418) 627-8888 - Téléc. : (418) 627-9999.

 **CEQ**

14

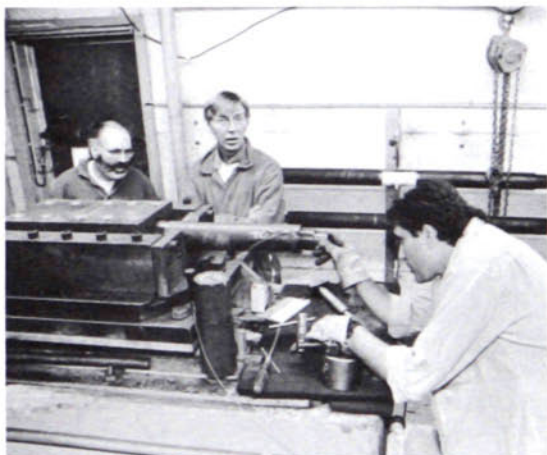


PHOTO XAVIER LLUIS CHRONO-PRESSE

6

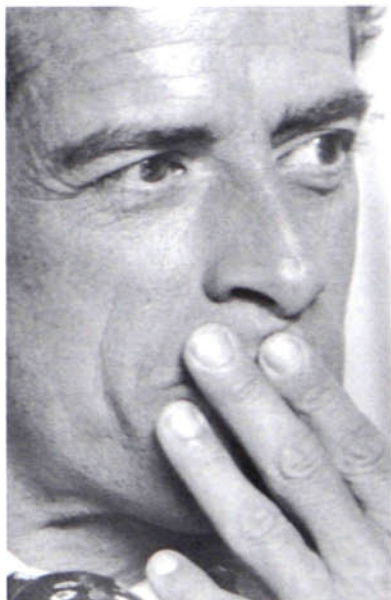


PHOTO YVES PROVENCER CHRONO-PRESSE

*Et le Québec va naître à la condition que circule l'information,  
je veux dire par là la description de la réalité. [...]  
En parler en poète, c'est le début de la prise de conscience.  
Il faut passer de la poésie à la réalité statistique,  
qui est plus stimulante pour l'action.*

† Gérald Godin  
1938-1994

ÉDITORIAL 4

ENTREVUE 6

• **Christian Lamontagne**

«**QUAND LA RELIGION NE NOURRIT PLUS...**»

Récemment, la triste actualité a beaucoup parlé des sectes, bien peu du Nouvel âge. Christian Lamontagne «fait» dans le Nouvel âge depuis une douzaine d'années. Son magazine *Guide Ressources* traite du Nouvel âge, souvent avec intelligence, parfois avec un recul critique. Lamontagne ne peut renier son passé contestataire et ses préoccupations sociales. Il nous raconte l'importance de garder le contrôle de sa vie et la difficulté de changer. Si un jour, politique et Nouvel âge se marient, c'est lui qui célébrera la cérémonie.

DOSSIER 14

• **La reconversion de l'industrie militaire au Québec**

L'industrie militaire est en chute libre. Avec la fin de la guerre froide, et les embargos de vente sur plusieurs pays en guerre, cette industrie méconnue multiplie les chômeurs. On parle beaucoup d'une reconversion à des fins civiles, et d'une diversification qui permettrait de survivre. Doit-on intervenir? Peut-on intervenir?

LIRE 11

PHOTO-REPORTAGE 12

CHRONIQUE INSOLENT 31

EN MOUVEMENTS 32

PELURES DE MULTINATIONALES 34

AUX ÉTATS 37

QUÉBEC EN COULEURS 38

# VO

## VO: LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

VO est un magazine d'intérêt général et un magazine alternatif d'information, de réflexion et d'enquête qui traite des conditions de vie et de travail, des luttes, de la culture et des aspirations du monde populaire. VO s'adresse aux militants-es, aux intervenants-es des milieux populaires et à tous ceux et celles qui aspirent à des changements sociaux. Fondé en 1951 à titre de revue de l'Action catholique ouvrière, VO a évolué au fil des ans pour devenir un magazine indépendant, qui s'inspire des différents courants émancipateurs. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-s auteur-e-s.

**Conseil d'administration:** Daniel Beaulieu, Guy Biron, Anne-Marie Brunelle, Sylvio Gagnon, Ginette Gaudreault, Clotilde Lemay, Monique Tremblay.

**Comité de rédaction:** Louise Boivin, Diane Brulotte, Francesca Dalio, Guillaume Dostaler, Abdelhamid Gmati, Françoise Guay, France Paradis, Pierre Viau.

**Collaborations régulières et membres de comités:**

Nicole Brais, Marie Constantineau, Guillaume Dostaler, François Gervais, Daniel Gingras, Pierre Hamel, Christine Nagl, Maryse Robert, Pierre Viau.

**Rédacteurs en chef:** Jean Robitaille et Daniel S.-Legault.

**Coordination, promotion, publicité et représentation publicitaire:** Jean Robitaille. **Direction artistique, comptabilité, montage des couvertures:** Daniel S.-Legault. **Gestion des abonnements et traitement de textes:** Ginette Gaudreault.

**Impression:** Imprimerie d'Arthabaska inc.

**Distribution:** Messageries de presse Benjamin

**Fréquence de parution:** 6 numéros par an.

**Photo couverture:** C. Lamontagne, par Yves Provencher (agence Chrono-Presse).

**Grille de tarifs d'abonnement:** Individu ou groupe populaire: 20\$/an ou 35\$/2ans. Institutionnel: 28\$/an. Soutien: 28\$/an.

Étudiant ou sans emploi: 14\$/an. À l'étranger (par avion), individuel: 25\$/an. À l'étranger (par avion), institutionnel: 33\$/an. Un numéro seulement: 5,10\$ (incl. frais de poste).

VO est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP). Le magazine reçoit une subvention du Ministère de la Culture du Québec. Ses articles sont inscrits dans le répertoire analytique de presse *Points de repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement n°0220. Parution: n°251, 1<sup>er</sup> novembre 1994.

VO: 1212 rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7  
Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: (514) 527-3403

# ÉDITORIAL

LES ÉLECTIONS SCOLAIRES, CES ÉTERNELLES NÉGLIGÉES, SUSCITERONT-ELLES PLUS D'INTÉRÊT CET AUTOMNE ALORS QUE LE STATUT CONFESIONNEL DE L'ÉDUCATION EST EN JEU? DANS UN QUÉBEC SÉCULARISÉ, LES DÉBATS ENTOURANT LA RELIGION SOULÈVENT ENCORE BEAUCOUP DE PASSION. POURTANT LA QUESTION EST SIMPLE: L'ÉCOLE EST-ELLE L'ENDROIT PROPICE POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA FOI DANS UNE SOCIÉTÉ COMME LA NÔTRE?

Depuis plus de 20 ans, à Montréal, la CÉCM, la plus grande commission scolaire du Québec, est sous l'emprise d'un groupe minoritaire d'intégristes catholiques: le Regroupement scolaire confessionnel. Seule l'indifférence de plus de 85% de la population montréalaise à l'égard des élections scolaires peut expliquer le maintien au pouvoir d'une équipe aussi dangereusement rétrograde.

Mais cette mainmise du RSC semble se fissurer. Le bateau prend l'eau et ses commandants abandonnent le navire. La volte-face de son ex-président, François Ouimet, en juin dernier sur le statut confessionnel de la CECM, a mis en déroute cette organisation politique. Le RSC risque également de souffrir durement de l'absence de l'appui traditionnel de l'archevêché de Montréal. Du temps de Paul Grégoire, les curés étaient tenus de lire en chaire, le jour de l'élection scolaire, son message d'appui. Depuis l'arrivée de Jean-Claude Turcotte à la tête de l'Église de Montréal, celle-ci s'est ralliée à la position plus nuancée de l'épiscopat québécois en matière d'enseignement religieux. Une saine neutralité s'est installée. Les jeux sont donc ouverts pour un véritable débat public.

### LA CONTRAINTE CONSTITUTIONNELLE

Faut-il le rappeler, depuis 1867, le droit des catholiques et des protestants-es à un enseignement confessionnel est inscrit dans l'Acte d'Amérique du Nord britannique. La loi sur la restructuration scolaire, la loi 107, prévoit la transformation, d'ici 1996, du statut des commissions scolaires qui passerait de «confessionnel» à «linguistique», alors que les écoles, elles, conserveraient la possibilité d'être catholiques, protestantes ou autres, selon le désir des parents.

Solution mitoyenne, la loi 107, loin de résoudre le problème, l'envenimerait. Les changements proposés risqueraient de ghettoïser dangereusement notre système d'enseignement, tout particulièrement dans la région montréalaise où se concentre la population immigrante du Québec. Des

# CONFESIONNALITÉ ET ÉLECTIONS SCOLAIRES DES ÉCOLES À L'EAU BÉNITE

JEAN ROBITAILLE

écoles de quartiers, communes pour tous les jeunes du coin, on passerait à l'école pour les catholiques, l'autre pour les protestants-es, celle pour les musulmans-es et une dernière laïque. Belle façon de construire un Québec pluri-culturel respectueux des différences et fort d'une culture publique commune! L'école, lieu d'intégration privilégié pour les jeunes qui arrivent au Québec, favoriserait plutôt l'affirmation d'identités culturelles distinctes et parfois antagoniques. Pourquoi? Pour préserver le droit des catholiques ou des protestants-es à un enseignement religieux à l'école...

S'il est clair pour la grande majorité que la religion des uns-es ne peut être imposée aux autres, il demeure que plusieurs parents, plus ou moins croyants, souhaitent encore néanmoins que la religion soit enseignée à leurs enfants. Poussant le paradoxe à l'extrême, ils croient même que l'école est mieux placée que l'Église pour assumer l'éducation de la foi de leurs enfants. Malgré le fait que des parents pourraient le souhaiter, le statut des écoles n'a pas à être confessionnel. Le projet éducatif n'a pas à être la propriété d'une religion, quelle qu'elle soit. Puisqu'on s'opposerait vigoureusement à ce que notre enfant aille dans une école dont le projet éducatif serait musulman (parce que la majorité des parents du quartier en aurait décidé ainsi), on ne peut revendiquer le droit d'imposer, même démocratiquement, un caractère confessionnel à cette école.

## L'ÉCOLE NE FORME PAS DES CROYANTS-ES

L'école publique n'a pas la responsabilité d'enseigner la foi. C'est d'ailleurs non seulement inapproprié mais bel et bien

impertinent: l'enseignement religieux d'aujourd'hui ne produit pas plus de croyants-es. Tout simplement parce que la foi ne s'enseigne pas à une personne qui n'a pas d'expérience de foi. Dans une société sécularisée comme la nôtre, prétendre enseigner la foi à des jeunes qui n'ont pas de pratique de foi est une hérésie.

La confessionnalité du système scolaire (enseignement religieux, projet éducatif confessionnel, etc.) doit faire place à

un système laïque qui n'a plus pour mission d'enseigner la foi mais qui sait faire connaître aux élèves ce qu'est le religieux. Il s'agirait d'offrir un programme universel d'enseignement qui traite des religions: histoire des grandes religions, courants philosophiques et spirituels qui les traversent, valeurs qui les animent, débats contemporains posés par le religieux et l'athéisme, etc. L'école devrait même, au nom de sa mission de formation

intégrale de l'élève, proposer un service d'accompagnement spirituel non-confessionnel.


Seulement 15% des gens vont voter au scolaire, pourquoi? Les gens pensent que les commissaires n'ont pas de pouvoirs. Pourtant, à l'exception des programmes, de la sanction des études et des salaires, qui sont du ressort du Ministère de l'Éducation, les commissaires ont tous les pouvoirs sur ce qui se passe dans l'école. Juste à la CÉCM, les commissaires allouent annuellement plus de 25 millions \$ à divers projets. Si on fait notre devoir le 20 novembre prochain, le taux de participation franchira peut-être la note de passage! 



PHOTO: DANIEL S. LEGAULT

## ENTREVUE AVEC CHRISTIAN LAMONTAGNE: «QUAND LA RELIGION NE NOURRIT PLUS...» LE NOUVEL ÂGE

FRANCE PARADIS

PHOTOS DE YVES PROVENCHER, CHRONO-PRESSE

«A i-je l'air d'un New Age?», demande-t-il avec les sourcils en accent circonflexe. Éditeur et rédacteur en chef du *Guide Ressources*, le plus intellectuel des magazines «nouvel âge», Christian Lamontagne est allergique à ce qualificatif. Membre de la communauté rajneesh<sup>1</sup> pendant trois ans, de 1983 à 1986, son sens critique lui a permis de quitter la communauté pour manifester son désaccord avec les *games* politiques qui se jouaient dans la hiérarchie du pouvoir au *ashram*<sup>2</sup>, et parce que «je n'en pouvais plus d'examiner mes bibittes 24 heures par jour.» Trois années de zen<sup>3</sup> ont suivi et il fait aujourd'hui zazen<sup>3</sup>: un mode de méditation tout à fait ancré dans les gestes de la vie quotidienne. Il porte la cravate, mange régulièrement de la viande et a recommencé à fumer. Après neuf ans d'édition, il se prépare très sérieusement au virage de la télématique. Assis à son écran d'ordinateur, il tient l'avenir au bout de ses doigts et compte bien ne pas manquer le coche! «Je ne suis pas un New Age.»

1 Les Rajneesh sont les disciples du Maître Baghwan, mort il y a quelques années. Guru très célèbre dans les années 70, il a aussi connu la controverse à cause de sa fortune personnelle, entre autres.

2 Ashram: communauté de vie en Inde, où la frugalité et la mise en commun des ressources sont les règles d'or.

C'est que la distinction est importante entre un «New Age» et un «New Ager». Le premier a perdu son sens critique et suit aveuglément la première vogue venue, tandis que le second avance lentement sur la route tortueuse et peu fréquentée de la grande quête spirituelle de la croissance.

### QUI EST UN «NOUVEL ÂGE»?

«L'expression «Nouvel âge» est devenue bien commode! On y met n'importe quoi: irrigation du côlon, cristaux, méditation et macrobiotique tout à la fois. Un mélange du meilleur et du pire. Je vous dirais qu'une démarche inspirée du Nouvel âge, selon moi, va dans le sens d'une responsabilisation et d'une prise de conscience dans une vision holistique. C'est-à-dire que plus on avance, plus on assume notre part de responsabilité dans le tout dont nous faisons partie.»

3 Zen et zazen: mode de méditation qui fait que les méditants-es tentent de «sortir» en quelque sorte des situations qu'ils-elles vivent afin d'observer le problème plutôt que d'être dedans. Ils-elles prennent le plus de recul possible et tentent ainsi de mettre fin aux tourbillons d'émotions. Le zen est finalement davantage un mode de vie permanent qu'une technique, alors que le zazen est une pratique quotidienne de recul par rapport aux événements.



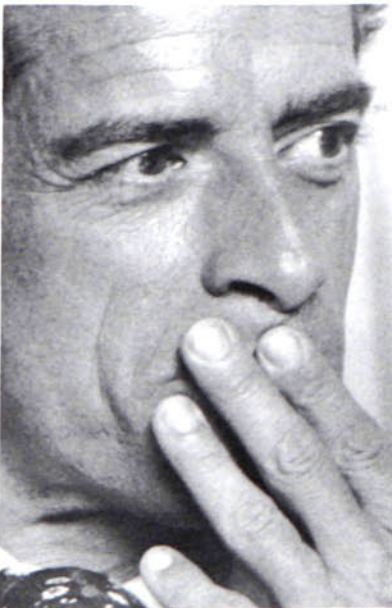
«Il y a du monde qu'on pourrait désigner de New Agers et qui seraient surpris de l'apprendre. Pierre Weil, par exemple, est un Français de 75 ans qui vit au Brésil depuis 40 ans. C'est un auteur prolifique, cofondateur de l'Association internationale du transpersonnel. Robert Muller également, ancien secrétaire de trois secrétaires généraux des Nations Unies et qui enseigne actuellement à l'Université de la paix au Costa Rica, affiliée à l'ONU. Même Maurice Strong à la tête de Hydro-Ontario; il a déjà été à la base de la construction d'un village de la paix. La plupart des gens ne savent pas ça de lui; et pourtant, lui aussi pourrait être étiqueté Nouvel âge.»

Lamontagne connaît beaucoup, beaucoup de monde dans les milieux alternatifs de croissance et de recherche spirituelle. Profondément sceptique de nature, il doit toucher pour croire. «On pourrait penser que c'est parfait, mais en fait, ça me joue des tours. Voyez-vous, ce n'est pas parce que je ne sens

---

10% de charlatans complètement farfelus, 10 autres de chercheurs-es sérieux et rigoureux et 80% qui se trouvent entre les deux.

---



pas certaines choses qu'elles n'existent pas. Ma compagne, par exemple, est beaucoup plus sensible et je n'ai aucune raison de ne pas la croire quand elle me dit ressentir des énergies que je ne sens pas. Au fil des années, je suis donc devenu plus ouvert aux choses qui dépassent ma sensibilité.»

### CONTRÔLER SA VIE

Selon Lamontagne, la «courbe normale de répartition» est celle qui décrit le mieux les milieux du Nouvel âge: 10% de charlatans complètement farfelus, 10 autres de chercheurs-es sérieux-ses et rigoureux-ses et 80% qui se trouvent entre les deux.

Le Nouvel âge est jeune. «Peut-être est-ce Kérouac le précurseur du Nouvel âge, avec *Dharma Bum*. C'était la première fois que les Occidentaux entendaient parler du bouddhisme de cette manière-là. Puis Esalen<sup>4</sup> en 1961 a sans aucun doute été le premier pas de cette ère nouvelle que Marylin Ferguson a extraordinairement bien expliquée, dans son livre de 1975, *Les enfants du Verseau*, quelques années plus tard. Nous ne



sommes qu'à la frange de cette ère. Le commencement du début. Il faudra peut-être 200 ans avant que notre culture n'intègre les valeurs et les enseignements du Nouvel âge. Ça explique peut-être les balbutiements maladroits.»

«Le meilleur outil pour discerner les charlatans des autres, c'est notre sens critique. Mes illusions sur la thérapie brève, par exemple, ont glissé entre les craques du plancher. Je sais aujourd'hui que le changement prend beaucoup de temps. Beaucoup. On change quand on se connaît et c'est peut-être l'ouvrage de toute une vie. Une fois qu'on se connaît, il faut s'accepter tel que l'on est. Ce qui n'est pas une mince affaire non plus. Alors tous ceux qui vous promettent un changement rapide vous induisent en erreur. Car si c'est une erreur de croire que le changement peut être rapide, c'en est une plus grave encore de croire qu'il peut être facile.»

«Mais il y a des choses plus dangereuses que d'autres. Remettre son sort entre les mains de quelqu'un d'autre, c'est toujours dangereux, comme avec le *chanelling*<sup>5</sup>. Tu peux peut-être aller chercher des informations utiles mais l'essentiel est de rester le seul responsable de toi-même. Souvenez-vous de ceux qui sont morts avec les médecins du ciel; ils avaient remis leur vie entre les mains de ces «entités». Remarquez que la mise en garde vaut aussi pour n'importe quel médecin ou professionnel, traditionnel ou non. Si vous remettez toute votre santé physique, morale ou spirituelle entre ses mains, vous prenez un grand risque. Conserver le contrôle et la responsabilité de sa vie est certainement le plus important point de départ.»

«Un autre repère: d'une manière générale, les gens sensés ne disent pas

4 Fondé par Michael Murphy, jeune universitaire californien, au retour d'un séjour dans un *ashram* indien, Esalen est devenu LE lieu de rencontre et de recherche sur les thérapies humanistes, les états altérés de conscience. Des milliers de thérapeutes et d'éducateurs-ricés y passèrent (Gordon, Perls, Berne, etc.) et diffusèrent son esprit et ses activités. Esalen est le lieu de naissance du mouvement du potentiel humain.

5 Le *chanelling* est une technique de présumée communication avec des «entités» de l'au-delà, qui se fait via des médiums, et repose sur l'idée que des entités ont des choses importantes à communiquer aux humains-es vivant actuellement.

## CHRISTIAN LAMONTAGNE

<b>1969</b>	<b>Militant du Mouvement syndical politique à Québec, accusé de libelle séditieux, innocenté</b>
<b>De 69 à 71</b>	<b>Études de philosophie à l'UQAM</b>
<b>De 71 à 73</b>	<b>À l'Agence de presse libre du Québec</b>
<b>74-75</b>	<b>Soudeur et militant à la Coop Olier à Montréal</b>
<b>75-76</b>	<b>Voyage en Europe et en Afrique</b>
<b>De 77 à 83</b>	<b>Co-fondateur du magazine socio-politico-culturel <i>Le temps fou</i></b>
<b>De 83 à 85</b>	<b>Années sabbatiques</b>
<b>Depuis 85</b>	<b>Éditeur-fondateur du magazine <i>Guide Ressources</i></b>

d'énormités. Je pense aux mots science et scientifique, par exemple, qu'on utilise à tort et à travers. L'organisme *Écoute ton corps*, par exemple, véhicule beaucoup de choses grossières, mais je ne les ai jamais condamnés parce que je crois vraiment qu'ils ont fait plus de bien que de tort au bout du compte.»

### QUAND LA RELIGION NE NOURRIT PLUS

Le Nouvel âge n'est pas une religion: pas de corpus de croyances organisé, pas de rites collectifs, pas de lieux communautaires d'initiations. Pas une religion, mais certainement une quête spirituelle. «Le Nouvel âge c'est la même quête spirituelle qu'il y a 600 ans. Les gens cherchent un sens à leur vie quotidienne, en réaction au matérialisme ambiant. Les pays de l'Est dévorent vraiment tout ce qui s'appelle Nouvel âge. À Prague, l'an dernier, j'ai constaté que la grosse vedette là-bas anime une émission Nouvel âge, elle donne des cours de yoga qui sont très courus. Les Slaves sont très mystiques et, surtout depuis l'ouverture des frontières, ils ont soif de spiritualité. Non pas parce qu'ils ont été abreuvés de biens matériels dans les dernières décennies, mais leur culture en était une matérialiste. La quête spirituelle que propose le Nouvel âge comble ce besoin. Vous savez, il m'arrive de remercier la Vie avant un repas. Mais pour moi, le mot Dieu est trop chargé de sens anthropomorphique<sup>6</sup>; je ne parle pas à Dieu.»

«Même si le Nouvel âge n'est pas une religion au sens strict, il a parfois des rapports très flous avec les religions. Je suis déjà allé à la *Unity Church* sur la rue Girouard à Montréal. Elle s'annonce chrétienne et pourtant les homélies qu'on y prononce parlent de pensée positive, de visualisation, etc. À mon avis, les charismatiques aussi sont très proches du Nouvel âge: les transes, les gens qui parlent en langues, etc; ce sont des manifestations qu'on retrouve dans les expériences du Nouvel âge.»

---

«Nous ne sommes qu'à la frange de cette ère. Le commencement du début. Il faudra peut-être 200 ans avant que notre culture n'intègre les valeurs et les enseignements du Nouvel âge.»

---



**En 1985, à la conférence de presse annonçant le lancement du *Guide Ressources*.**

6 L'anthropomorphie attribuée à Dieu des qualités humaines.

## LES VISAGES DE DIEU

«Par rapport à la religion catholique, le Nouvel âge n'a pas la dimension du service communautaire. Au contraire, c'est chacun pour soi. Mais il est indéniable que le Nouvel âge a permis à beaucoup de monde de réintégrer la spiritualité dans leur vie alors que la religion catholique ne les nourrissait plus. Finalement, je dirais que le Nouvel âge a dépersonnalisé Dieu. Un peu à la manière des religions orientales où les Dieux sont des aspects de Dieu. Nous aussi sommes un aspect de Dieu dans cet ordre d'idées et le Nouvel âge invite à retrouver cette divinité en nous-mêmes.»

Les critiques du Nouvel âge soulignent que la plupart des adeptes font du lèche-vitrines: un peu de méditation, un peu de visualisation, un peu de produits naturels et hop! je suis dans le mouvement Nouvel âge. Peu de gens finalement s'engagent profondément dans cette quête de sens. «C'est tout à fait vrai. Je crois qu'il y a peu de gens prêts à s'engager dans une démarche de changement, de quête spirituelle.»

### IL EST DIFFICILE DE CHANGER

«Je compare souvent la route du changement et de la progression spirituelle à celle des grands athlètes; très peu de sportifs finalement sont prêts à faire ce qu'il faut pour arriver au dépassement

des grands athlètes. Peu de gens arrivent à intégrer les valeurs du Nouvel âge dans les gestes de la vie quotidienne. Les cristaux, les essences de fleurs et l'homéopathie, par exemple, travaillent sur les énergies subtiles, et je suis certain que très peu de gens sont conscients de ces énergies. Alors, comment peuvent-ils utiliser ces choses? Ce qui ne rend pas leur recherche sans importance. Disons que beaucoup se laissent freiner par les techniques et les produits. Et quand vient le moment de vraiment plonger, quand ça commence à faire mal, ils se tournent vers un nouveau livre ou une nouvelle technique. Je l'ai dit avant: il est difficile de changer. Long et difficile.»

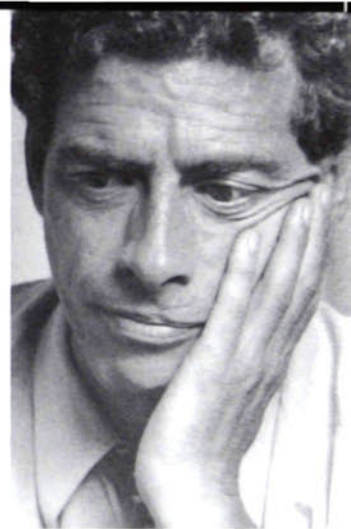
Un autre fait souvent rapporté par les observateurs souligne les apparentes contradictions entre les croyances des *New Agers*. Il n'est pas rare, par exemple, de rencontrer quelqu'un qui croit en Dieu et en la réincarnation en même temps. «Ça c'est amusant parce que les bouddhistes, dont on a tiré l'enseignement sur la réincarnation, ne pensent pas que nous nous réincarnerions comme personnes. Les bouddhistes, par exemple, ne croient pas que mon âme va se réincarner pour achever mon karma. Pour eux, nous sommes tous Un. Ce n'est donc pas moi, mais une partie du grand tout qui se réincarnerait; et non pas une partie déterminée et personnalisée. Au contraire. Il arrive souvent qu'on importe une notion d'une autre civilisation sans importer également toute la culture qui va avec. Mais c'est sain tout de même; parce que ça ébranle des croyances et des visions du monde. Au-delà des détails, ça permet à l'esprit d'envisager l'inconnu, d'ouvrir sur quelque chose de nouveau. Peut-être cela va-t-il forcer l'Église catholique à se remettre à jour. Des fois, je souhaite

«Remettre son sort entre les mains de quelqu'un d'autre, c'est toujours dangereux.»

qu'elle meure, et d'autres fois, je souhaite qu'elle se réincarne!»

### NOUVEL ÂGE ET COLS BLEUS

On a parfois l'impression que les grandes questions existentielles du Nouvel âge sont réservées aux intellectuels. Pourtant, la classe ouvrière connaît et utilise aisément tout le vocabulaire du Nouvel âge et jongle avec ses concepts sans effort. «Je pense que la quête spirituelle, quelle qu'elle soit d'ailleurs, fait appel à une sensibilité particulière. Je ne suis pas certain que les conditions de vie de la classe ouvrière soient propices à ça. Mais le Nouvel âge est entré en force, si je puis dire, dans les magazines. Et les gens apprennent tout du Nouvel âge en lisant les entrevues avec leurs vedettes. Je pense au *Lundi*, à *7 jours*, qui ont des chroniques plus ou moins liées au Nouvel âge. Et je dirais que c'est dommage que les gens prennent leurs informations là, parce que leur traitement de l'information Nouvel âge est *cheap*. On y cherche le sensationnel, alors on met de côté le fond; le plus important souvent. Dans ces revues, on donne souvent des «recettes» de croissance. C'est vraiment dommage.»



«Étrangement, le Nouvel âge n'a pas pénétré les grands quotidiens. Exception faite du *Journal de Montréal* qui publie chaque dimanche une chronique *Astrote* dans laquelle on retrouve des informations sur les concepts du Nouvel âge. Mais les autres font encore comme si le Nouvel âge n'existait pas. Quand ils en parlent c'est pour le descendre en flamme; jamais pour expliquer les recherches et les questions qu'amène le Nouvel âge.»

«Évidemment, les gens moins instruits sont plus exposés que les autres aux charlatans. Comment les en prévenir efficacement si les revues qu'ils lisent leur renvoient n'importe quoi? Heureusement, la somme relativise les parties. «Ce qui me rassure, c'est que ces gens-là lisent beaucoup. Beaucoup de livres sur toutes sortes de sujets liés à la croissance. Ils savent beaucoup de choses et sont moins résistants au changement que d'autres. Ce sont ces gens-là qui vont aux *week-end* ateliers de croissance. Les ateliers de *Écoute ton corps* sont pleins de monde des classes populaires. Leur ouverture d'esprit est bien en soi (et beaucoup pourraient s'en inspirer), mais rend le discernement plus difficile peut-être. Je suis allé visiter une mine de cristal à Racine l'an dernier. Ils avaient eu 5 000 visiteurs et en attendaient le double pour cette année. Ça me laisse songeur.»

## DES LECTURES

**«Je ne sais pas s'il y a des leaders. Il y a des penseurs... qui seraient sans doute très surpris d'être mis dans la catégorie du Nouvel âge. Il y a beaucoup de scientifiques parmi les grands penseurs du Nouvel âge. L'un des théoriciens principaux du transpersonnel est un épistémologue de la conscience et biologiste, dans la cinquantaine: Ken Wilber. En français, vous pouvez lire de lui *Les trois yeux de la connaissance*, mais je vous suggère *Up from eden* en anglais, si vous le pouvez. David Bohm est un physicien dont les écrits inspirent beaucoup. Rupper Sheldrake, également biologiste, qui a écrit un livre extrêmement intéressant: *7 expériences qui pourraient changer le monde*. Il s'agit de sept expériences que vous pouvez faire chez vous et qui ébranleront sans doute votre conception du monde.»**

# HUMAIN, TRÈS HUMAIN

DANIEL S.-LEGAULT

**Michel CAPON, *La comptabilité en perspective*, coll. Repères, éd. La Découverte, 1993, 123 pages.**

Les comptables: tous-tes des capitalistes? Cette boutade pourrait servir de bandeau publicitaire à ce beau petit ouvrage sur l'avenir de la **comptabilité**.

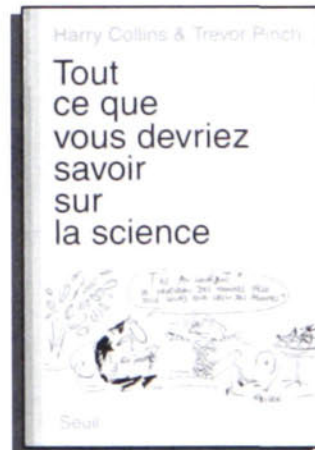
Un petit historique rapporte les liens entre comptabilité en partie double (notre système de tenue de livres), capitalisme, et crédit. Plus loin, c'est la conception tayloréenne du travail qui introduit la comptabilité analytique.

De petites études de cas, dans les pays africains francophones néo-indépendants, dans l'Europe du centre et de l'est qui apprennent l'économie de marché, dans la Chine communiste, et dans le Japon besogneux, illustrent une «géographie comptable» qui reflète les priorités et les besoins de chaque système politique.

Le Japon, par exemple, où le patronat est réputé pour des revenus à peine plus importants que ceux de ses employés-es, a une comptabilité qui favorise l'investissement, qui indique maximalelement l'endettement et minimise le fonds de roulement. Ces priorités incitent les actionnaires et patrons à «modérer leurs aspirations à la distribution de dividendes».

Avec l'internationalisation des entreprises, l'ère des comparaisons comptables est arrivée.

Non, la comptabilité n'est pas neutre!



**Harry COLLINS et Trevor PINCH, *Tout ce que vous devriez savoir sur la science*, coll. Science ouverte, éd. du Seuil, 1994, 213 pages.**

Régulière, rigoureuse, soutenue? Pas du tout, la **recherche scientifique** est très humaine, et très ERRATIQUE. Son évolution est discontinue.

La divinisation de la recherche joue des tours aux chercheurs-ses mêmes. La moindre erreur, la moindre controverse, tuent des recherches magistrales.

Les auteurs n'ont pas voulu aborder l'organisation de la recherche scientifique, son financement, ni les guerres de pouvoir et gloriole, ni les intérêts corporatistes. En outre, leur livre serait plus facile à lire s'il ne donnait pas dans la description de cas. Le lecteur moyen risque de regretter sa propre inculture scientifique, ou de jeter au diable ces histoires de fusion froide et de longueur de rayons lumineux.

En science, rien de décisif!

Les Français-es en font leur jeu préféré; les Québécois-es en font une religion. La **langue** française (comme les autres) a évolué à coups de normalisation et d'interventions étatiques: on l'oublie souvent. Les législations sur le statut de la langue sont plus connues et discutées que la codification et la normalisation. Nulle part mieux que dans l'étude de son histoire on constate que la langue ne vient pas du ciel...

À lire autour de ce sujet:

- en 1976, *L'aliénation linguistique*, de Henri Gobard, chez Flammarion
- en 1983, *La norme linguistique*, Conseil de la langue française
- en 1988, *La langue française est-elle gouvernable? (Normes et activités langagières)*, collectif, chez Delachaux et Niestlé
- en 1989, *Le français en cage*, de Jacques Laurent, chez Grasset (réédité en Livre de poche)
- en 1993, le *Dictionnaire historique de la langue française*, des éditions Robert.



**LES GITANS-ES D'ORIGINE  
ROUMAINE EN FRANCE**

**GENS DU  
VOYAGE**

PHOTOS: DANIEL GINGRAS  
TEXTE: DANIEL GINGRAS ET DANIEL S.-LEGAULT



**L**es familles tziganes (gitanes) d'origine roumaine sont ballotées à travers l'Europe. Ce sont les vrais-es citoyens-nes de la CEE! De vrais-es Européens-nes! Certains-es se sont installés-es à Montmagny, à 15 kilomètres de Paris.

Parce qu'ils ont été protégés-tolérés par le régime communiste de Ceausescu, la droite les accuse d'avoir été des collaborateurs-rices. Maintenant, le racisme les menace physiquement.

En France, la loi Besson oblige les municipalités de plus de 5 000 âmes à avoir un «terrain d'accueil» pour les voyageurs-ses. Cette loi n'est pratiquement pas respectée.

Moins connu que le sort des Juifs-ves, durant la Deuxième Guerre Mondiale, 600 000 tziganes ont été exterminés par les nazis-es... 16



# LA RECONVERSION DE L'INDUSTRIE



## AU QUÉBEC

L'INDUSTRIE MILITAIRE EST PROBABLEMENT L'UNE DES PLUS MAL CONNUES AU QUÉBEC. L'UNE DES PLUS MAL FOUTUES AUSSI. DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE, LES CARNETS DE COMMANDE SONT À SEC, LES EMPLOIS EN CHUTE LIBRE.

ON PARLE DE DIZAINES DE MILLIERS D'EMPLOIS. UN PAY ROLL QUI S'EFFRITE RÉGULIÈREMENT, DE PLUS EN PLUS VITE DEPUIS 1990.

POUR ÉVITER QUE NE COULENT DES SECTEURS INDUSTRIELS ENTIERS QUI S'APPUIENT SUR LA RECHERCHE FINANCÉE PAR LES PROGRAMMES MILITAIRES, IL FAUT PRÉVOIR UNE ALTERNATIVE. UN PROGRAMME DE RECONVERSION. DE L'ARGENT POUR LA DIVERSIFICATION.

PORTRAIT D'UNE INDUSTRIE À LA CROISÉE DES CHEMINS.

UN DOSSIER COORDONNÉ PAR MARTINE D'AMOURS

\*NOS REMERCIEMENTS PARTICULIERS AU GROUPE DE RECHERCHE SUR L'INDUSTRIE MILITAIRE (GRIM) DE L'UQAM.



# LA RECONVERSION: GRANDS PARLEURS, PETITS FAISEURS

MARTINE D'AMOURS



PHOTO CHRIS MIKULA



PHOTO MICHEL ALBER

## PORTRAIT DE L'INDUSTRIE MILITAIRE

MARTINE D'AMOURS



PHOTO BILL GENTILE

**D**epuis quelques mois, on parle beaucoup de la diversification de l'industrie de la défense. Sur le terrain, en revanche, la diversification avance à pas de tortue. La reconversion totale vers des productions civiles? Il n'en est absolument pas question! Cela s'explique en partie par la culture et les règles de fonctionnement de l'industrie, et en partie par le fait... qu'il est encore extrêmement payant de faire du militaire.

### UN DEUXIÈME CHOIX POUR L'INDUSTRIE

Pour les entreprises confrontées à la baisse des carnets de commandes militaires, la diversification n'est qu'un second choix. Leur priorité, c'est de survivre en s'adaptant aux nouvelles conditions du marché. Selon les cas, cela a pu signifier chercher des niches à l'abri du désarmement, jouer à fond la carte des exportations, rationaliser (faire des mises à pied, réorganiser la production), se spécialiser dans un segment particulier de son propre marché.

Une étude commandée par le Centre canadien pour la sécurité mondiale<sup>1</sup> résume la situation de dix entrepreneurs québécois représentatifs de l'industrie de défense. Plusieurs ont vu leur chiffre d'affaires et leurs effectifs diminuer ces dernières années; plusieurs prévoient de nouvelles pertes d'emplois (jusqu'à 40%) pour la période 1993-1995; aucun n'anticipe une amélioration de la situation sur les marchés canadien ou étrangers. «Malgré cet avenir incertain, conclut le rapport, aucune entreprise ne semble être prête à délaisser complètement le secteur de la défense. Toutes s'efforcent même d'y concentrer leurs activités de base et de devenir plus compétitives en rationalisant la gestion, en améliorant le contrôle de la qualité et en diminuant les coûts de revient. En outre, toutes cherchent – à des degrés divers, il est vrai – à diversifier leurs activités<sup>2</sup>.»

1 Diversification de défense 2000, *Les stratégies gouvernementales de support pour la diversification de l'industrie de défense au Québec*, mars 1994.

2 Diversification de défense 2000, p. 25.

### UNE INDUSTRIE TRÈS CONCENTRÉE<sup>1</sup>

**L**e Québec compte environ 650 entreprises engagées dans la production de pièces, de sous-systèmes et d'équipements militaires spécialisés. Mais en fait, le gros des activités repose sur une quinzaine de grandes et moyennes entreprises et une vingtaine de petits fabricants et sous-traitants fortement spécialisés. À elles seules, les 25 entreprises repérées sur la carte sont responsables de 90% de la valeur des contrats de première source attribués au Québec dans le champ de la défense et du tiers environ

1 Source: Diversification de défense 2000, *Les stratégies gouvernementales de support pour la diversification de l'industrie de la défense au Québec*, mars 1994.

Un exemple: les Technologies industrielles SNC, qui produisent des munitions pour la Défense nationale, ont récemment développé des balles d'entraînement pour les corps policiers et des trépieds pour mitrailleuses. «Nous allons nous diversifier dans des secteurs connexes à nos compétences», déclare l'un des vice-présidents, M. Claude Daigneault. Idéalement, il faudrait atteindre un ratio 70-30 à l'aube de l'an 2000 et 50-50 cinq ans plus tard.» L'entreprise a aussi d'autres projets, à un stade embryonnaire, comme les générateurs de gaz explosifs pour coussins gonflables et les projectiles servant à combattre les incendies.

Les officiers syndicaux, eux, sont très préoccupés par la précarité des emplois. «Si SNC n'avait pas fermé IVI (une autre usine possédée par le groupe), c'est nous qui aurions été fermés.» Ils voient comme un sursis le renouvellement de l'entente avec le gouvernement fédéral (une entente valable jusqu'en 2006 qui accorde à SNC le statut de fournisseur préférentiel, mais sans lui garantir de volume d'achats). Pour eux, l'orientation est claire: il faut enclencher le plus vite possible une vigoureuse démarche de diversification, sans la limiter aux secteurs paramilitaires.

### DES SYNDICATS SENSIBLES, MAIS DÉMUNIS

Deuxième choix pour les entreprises, la diversification-reconversion devient de plus en plus le premier choix des syndicats. À la CSN, les premières résolutions en ce sens datent du congrès de 1984. L'automne dernier, cette centrale a organisé un colloque international sur la question, et réclamé, après l'annulation du contrat des hélicoptères EH-101, la création d'un Fonds national de reconversion. La CSN est présente dans deux entreprises où la reconversion est à l'ordre du jour: Expro et MIL-Lauzon.

À la FTQ, où se concentre la majorité des effectifs syndiqués du secteur de la défense, la démarche est beaucoup plus nouvelle. La résolution favorable à la reconversion date du congrès de 1993, et des rencontres ont eu lieu cet été avec les syndicats et les sections locales concernées. Le Conseil

**L'expertise d'industries militaires pourrait-elle servir à la manipulation de déchets dangereux ?**

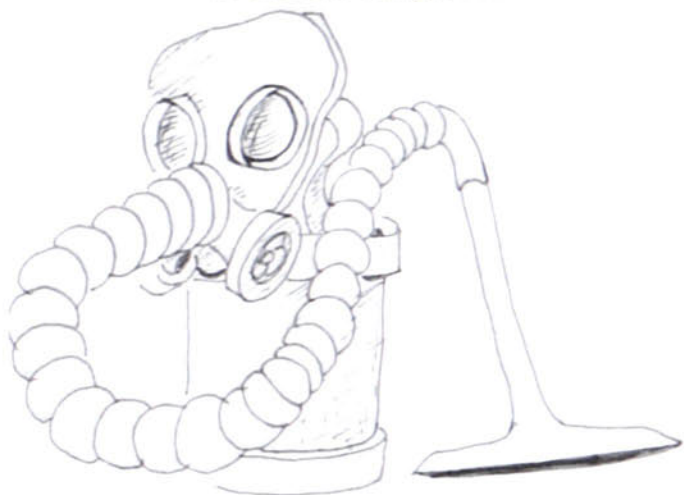


ILLUSTRATION DENIS RIOUX

des travailleurs et travailleuses du Montréal métropolitain (CTM), qui regroupe les syndicats FTQ de la région, joue depuis plusieurs années un rôle de pionnier, via son Comité d'action pour la paix et son service Urgence-emploi.

Marie-Danielle Lapointe, d'Urgence-emploi, résume: «Ça fait 10 ans qu'on approche le monde des syndicats de l'armement. Au début, ils ne voulaient rien savoir. Ils disaient "Ça n'arrivera pas chez nous". Aujourd'hui, ils veulent en entendre parler parce qu'ils sont inquiets, mais ils sont aussi démunis devant l'ampleur de la tâche. "Qui suis-je, disent-ils, pour amener mon entreprise à mettre ses chiffres sur la table, qui suis-je pour imaginer de nouveaux produits?" Le défi, c'est de leur montrer que oui, on peut renverser la vapeur, qu'on peut relancer les entreprises du secteur de la défense comme on a relancé des entreprises d'autres secteurs.»

des emplois industriels qui en découlent.

Les entreprises de défense se répartissent entre cinq secteurs importants: l'aérospatial, l'électronique, le naval, les munitions et le transport terrestre.

### LE RÔLE CENTRAL DE MONTRÉAL<sup>2</sup>

Montréal et Toronto contrôlent plus de 50% de toute la production militaire canadienne. En 1990, ces régions métropolitaines ont drainé 45% de toutes les activités de maîtrise-d'œuvre dans ce secteur.

2 Source: Yves BÉLANGER, avec la collaboration de Catherine FEREMBACH, *L'économie de défense de Montréal: un enjeu pour les années 1990*, GRIM-UQAM, juin 1992.

Au Québec même, la grande région de Montréal (incluant la Rive-Nord, la Rive-Sud, la sous-région de Saint-Jean-sur-Richelieu et celle de Valleyfield) accapare 63% des contrats militaires, la région de Québec 18%, les Cantons de l'Est 13% et les autres régions 6%.

Cette même région est responsable de 75% de la production destinée au marché canadien et de 95% des exportations.

### DES SECTEURS D'AVANT-GARDE, D'AUTRES MOINS<sup>3</sup>

L'industrie de défense a deux profils bien différents. D'un côté, les secteurs de l'aérospatial et de l'électronique sont

3 Source: Ibid.

technologiquement plus avancés, effectuent le gros des dépenses en recherche et développement, et vendent leurs produits surtout à l'étranger, en particulier aux États-Unis. De l'autre, les secteurs de la construction navale, des munitions et de l'équipement de transport se caractérisent par une technologie moins avancée, une faible compétitivité et la vétusté de leurs équipements. Ils destinent leurs produits surtout au marché canadien.

La dépendance à l'égard du marché de la défense varie selon les secteurs. Elle est très prononcée dans les cas des munitions et de la construction navale, et beaucoup moins dans les cas de l'aérospatial, de l'électronique et du matériel de transport.

## LES GOUVERNEMENTS

S'il y a une chose sur laquelle les chefs d'entreprises, les centrales syndicales et les politiciens du Québec s'entendent, c'est sur la nécessité de revendiquer des gouvernements supérieurs une aide à la reconversion. En campagne électorale, les Libéraux fédéraux avaient promis un programme d'aide à la reconversion industrielle de l'industrie de défense et l'inclusion au sein du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense (PPIMD), le plus important programme de soutien à l'industrie, d'un volet d'aide à la reconversion-diversification. Une fois au pouvoir, ils sont revenus sur leurs engagements mais sont actuellement la cible de pressions multiples en provenance des différents acteurs.

Par ailleurs, la Ville de Montréal se montre fort soucieuse de ne pas perdre les emplois, et surtout la technologie, reliés à l'industrie de défense. Selon le rapport Bélanger<sup>3</sup>, en effet, une grande partie des technologies qui structurent actuellement les industries aéronautiques et électroniques de la région est financée grâce aux fonds militaires. On parle ici des matériaux composites, de la CAO appliquée (conception appliquée en ordinateur), des radars, des antennes, des simulateurs, des trains d'atterrissage, des instruments de détection, du traitement de l'image, etc. La Ville s'est montrée particulièrement intéressée par la proposition, soumise à la fin du

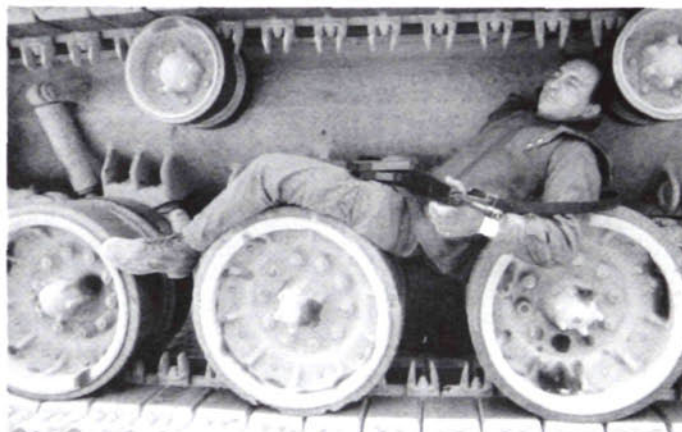


PHOTO: KENNERLY

document de Diversification de défense 2000<sup>4</sup>, de créer un Centre d'assistance à la diversification de l'industrie militaire. Il serait toutefois extrêmement périlleux d'essayer de deviner ce que l'avenir réserve à cette proposition, car si les chefs d'entreprise veulent de l'argent pour les aider à se diversifier, ils semblent beaucoup moins chauds à l'idée de s'embarquer dans une structure de concertation patronale-syndicale.

### PLUS ÇA COÛTE CHER, PLUS ÇA RAPPORTE

On est donc loin d'apercevoir le bout de la queue d'une politique de reconversion industrielle, loin de la «transformation des épées en socs de charrues». Et cela en bonne partie parce que malgré ses récents déboires, l'industrie militaire bénéficie de conditions plus favorables que celles du marché civil. Le *cost plus* est un système de rémunération

3 Y. BÉLANGER, avec la collaboration de Catherine FEREMBACH, *L'économie de défense de Montréal: un enjeu pour les années 1990*, GRIM-UQAM, juin 1992.

4 Groupe de travail formé par le Centre canadien pour la sécurité mondiale. Le CCSM a reçu de divers organismes gouvernementaux le mandat d'étudier l'élaboration d'une stratégie visant à permettre aux industries militaires québécoises de se diversifier.

### DES MARCHÉS À LA BAISSE...<sup>4</sup>

Depuis la fin de la Guerre froide et la crise généralisée des finances publiques, les pays membres de l'OTAN ont diminué leurs dépenses militaires: moins d'effectifs, moins d'achat d'équipements, moins de budgets pour la recherche et le développement.

Cette baisse des budgets de défense se manifeste en particulier aux États-Unis, traditionnellement le plus important débouché pour les exportateurs canadiens et québécois. Ce resserrement du marché se double d'un protectionnisme qui tend à exclure les producteurs autres qu'états-uniens.

Le marché intérieur canadien n'est guère en meilleure posture. Depuis 1986, le gouvernement a mis la pédale douce sur l'acquisition de nouveaux matériels, ce qui s'est traduit par une baisse de près de 50% de la valeur des contrats.

4 Source: Ibid.



PHOTO: HENRI COLDEBEUF

De plus, la part de contrats attribués au Québec a diminué au profit de l'Ouest et des Maritimes.

### ...DES EMPLOIS AUSSI<sup>5</sup>

On estime à 47 millions le nombre actuel d'emplois rémunérés à même les budgets de défense pour l'ensemble de la planète. De ce nombre, 17 millions sont des emplois industriels. Un million a été perdu depuis le milieu des années 80. Et ce n'est que le début: un tiers des emplois restants est appelé à disparaître au cours de la présente décennie.

Au Québec, les emplois industriels directs dans le secteur de la défense sont passés de 41 000 à 30 000 entre 1987 et

5 Sources: Catherine FEREMBACH, *L'enjeu du désarmement et le problème de l'emploi: un portrait de la situation*, Groupe de recherche sur la continentalisation, UQAM, février 1994, et Diversification de défense 2000, op. cit.

des contrats qui garantissent un pourcentage pré-établi de profits, basé sur les coûts de production. Contrairement au fabricant de vêtements ou d'automobiles, le fabricant d'équipement militaire n'est donc pas incité à réduire ses coûts de production, mais à les augmenter.

Outre les marges de profits garanties, les entreprises militaires n'ont à peu près jamais à sortir d'argent de leurs poches, puisqu'elles sont payées à chaque étape de production. On est loin du risque encouru par l'entreprise commerciale, qui fait du profit – jamais garanti – seulement à l'étape des ventes.

Depuis quelques années, le Gouvernement tend à encadrer la pratique du *cost plus*, mais elle demeure très répandue pour les contrats attribués sans appel d'offres. Or, en 1990-1991, 6 908 contrats, d'une valeur totale de 542,2 millions \$, avaient été attribués sans appel d'offres à des firmes québécoises. Cela représente beaucoup de petits contrats, environ 70% de tous les contrats octroyés à des entreprises de défense du Québec.

«Même si la pratique du *cost plus* tend à s'estomper, le secteur de la défense est encore l'objet des sollicitudes gouvernementales: aide à la recherche, aide à l'exportation, etc. Le *Defense Production Sharing Agreement* est même l'un des rares secteurs à avoir été soustrait à l'accord de libre-échange, rappelle Normand Beudet, coordonnateur d'activités au Centre de ressources sur la non-violence, et auteur de l'ouvrage *Le mythe de la défense nationale*. Le militant pacifiste ne blâme pas d'abord les industriels («ils sont en affaires pour faire de l'argent»), mais le choix gouvernemental de soutenir ce type de production. «Si le choix politique changeait, si c'était moins rentable de produire de l'armement, ce serait plus intéressant pour les industriels de se reconverter.»


## UNE CULTURE PARTICULIÈRE

Mais ce n'est là qu'une partie du problème. Le *cost plus*, la production en petite série et, souvent, pour un client unique, l'existence de normes et de spécifications très rigoureuses visant à assurer la qualité du produit et le secret de fabrication, la culture du secret, les lourdes structures administratives sont autant de règles propres au marché de la défense, autant d'obstacles à la diversification vers le civil.

En effet, dans le civil, plus question de marge de profits garantie: il faut produire au moindre coût sans rogner sur la qualité, augmenter la productivité. Plus question de fournisseur unique, il faut affronter la concurrence, miser sur le *marketing*, livrer dans les délais. Plus question de se limiter à un ou à une poignée de produits à la fois, il faut produire en série. Une entreprise militaire qui souhaite développer un volet de production civile a donc tout un fossé culturel à combler: elle doit apprendre à produire autrement.

En outre, de façon différente dépendant des secteurs, elle se heurtera aussi à l'obstacle technologique. S'il est vrai que certaines technologies militaires ont des applications dans le civil, l'écart s'est creusé entre ces deux types de technologies.


Par exemple, on a investi des millions pour développer la «furtivité», une technologie utilisée pour rendre les avions de chasse invisibles aux radars. Les avions produits pour le secteur commercial doivent au contraire pouvoir être détectés par les radars.

Armez-vous de patience car pour diversifier, et à plus forte raison pour reconverter, il faudra du temps. Les expériences de reconversion réussies prennent entre 3 et 10 ans. Raison de plus pour commencer tout de suite. 

1992, une perte sèche de 11 000 emplois.

### QUI ACHÈTE LES ARMES?<sup>6</sup>

Les pays du Tiers Monde n'échappent pas à la tendance. Selon une étude du Service de recherche du Congrès états-unien, citée par Diversification de défense 2000, les livraisons d'armes au Tiers Monde ont chuté de plus de 61% entre 1988 et 1992.

Seuls l'Asie et le Moyen-Orient demeurent des marchés en croissance. Selon la compilation du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) pour les années 1988-1992, l'Inde et le Japon viennent en tête des pays importateurs d'armes, suivis de l'Arabie Saoudite, de l'Afghanistan, de la Grèce, de la Turquie, de l'Iraq, de l'Allemagne fédérale, de l'Espagne et de l'Iran. 

<sup>6</sup> Sources: *Press for Conversion*, août 1994, *SIPRI Yearbook*, 1993, et *Diversification de défense 2000*, op. cit.

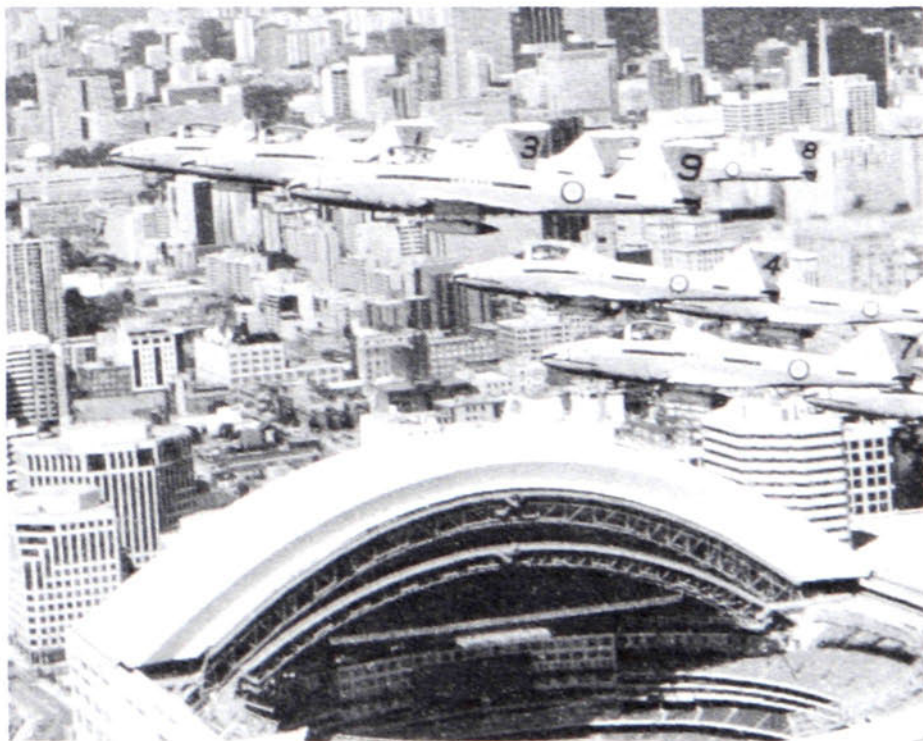


PHOTO: BORIS SPREMO

# Les principales industries militaires au Québec

INFOGRAPHIE: JAMES WAGNER

DOSSIER

DOSSIER



Sources:  
Catherine Ferembach, *L'enjeu du désarmement et le problème de l'emploi: un portrait de la situation*, Groupe de recherche sur la continentalisation, UQAM, février 1994.

Diversification de défense 2000, *Les stratégies gouvernementales pour la diversification de l'industrie de défense au Québec*, mars 1994.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
<b>Entreprise</b>	BELL HELICO.	Bendix Avelex*	CAE Electronique	CANADAIR Div. syst. défense	Cercast	EG&G	Expro	General Electric	Godfrey Aero.	Héroux	Innotech Aviation	Marconi	Matrox	MIL Davie	MPB Technologies	OERLIKON	PARAMAX**	Peacock	PRATT & WHITNEY	Remtec	Rolls Royce	Technologies ind. SNC	SPAR AEROSPACE	Triplex (cie d'ingénierie) Can-Suisse	Vickers
<b>Propriété</b>	Bell Textron (EU)	Allied Corp. (EU)	CAE (Can)	Bombardier (Qué)	(Can)	EG&G (EU)	Qué (30%) Can (70%)	GE (EU)	Howden Group (G-B)	Héroux (Qué)	AMP (Can)	GE (G-B)	Matrox (Qué)	(Qué)	MPB (Qué)	Oerlikon-Burle (Suisse)	Unisys (EU)	Weir Group (G-B)	United Tech. (EU)	Remtec (Qué)	Rolls Royce (EU)	SNC (Qué)	(Can)		
<b>Produits offerts sur le marché de défense</b>	Hélicoptères - transport	Pièces de moteur, systèmes électro-optique	Simulateurs de vol, systèmes électroniques	Challengers, CL-215, CL-415, CL-289, CL227, entretien des F-18	Fonderie		Poudres propulsives, explosifs	Pièces	Remise à neuf de matériel aérospatial	Trains d'atterrissage	Maintenance et finition d'avions	Systèmes de communication	Logiciels de formation	Construction partielle des frégates, modernisation des destroyers	Systèmes de communication	ADATS	Systèmes de commande, détection, syst. de combat	Fournitures et réparation pour les destroyers	Moteurs d'avions	Ravitailleurs d'avions	Révision de moteurs	Munitions, gros calibre	Satellites	Usinage, pièces de munitions	
<b>Part des ventes militaires</b>	moins de 5%***	70%***	30%	ND	90%	50%***	70%***	moins de 10%***	60%	80%***	20%***	75%***	30%***	100%	15%***	100%	100%	50%	5 à 10%***	90%***	12%***	90%***	5 à 6%***	50%***	
<b>Nombre emplois militaires en 90</b>	70	700	1357 (en 89)	743	240	110	750	77	50	500	120	2300	175	3392	50	735	1295 env. (en 89)	100	900	100	110	882	50	230	350
<b>Nombre emplois militaires en 94</b>	36	350	1214 (en 93)	801	160	100	300	35	50	369	100	820	0	650	15	325	795 (début 93)	73	700	19	68	618	59	30	fermé

\*Maintenant connu sous le nom de Allied-Signal Aérospatiale du Canada.  
\*\*A repris le nom de la maison-mère états-unienne: Unisys.  
\*\*\*Chiffres de 1992. Les chiffres non suivis de ce signe datent de janvier 1994.

Sources:  
Groupe de recherche sur l'industrie militaire (GRIM), Tableau reproduit avec l'aimable autorisation de la revue *Option Paix*, printemps 1994.  
Les ajouts sont tirés de *Diversification de défense 2000, Les stratégies gouvernementales pour la diversification de l'industrie de défense au Québec*, mars 1994.



**VO:** Il y a quelques années, des chercheurs ont démontré que 1 milliard \$ investis créaient 100 363 emplois dans la construction, ou 187 299 dans l'éducation, ou 138 939 dans la santé publique, mais seulement 75 710 dans l'industrie militaire (*American Bureau of Labour Statistics*, 1985). Pourquoi devrait-on injecter des fonds publics pour soutenir la diversification de l'industrie de défense, plutôt que de simplement créer une nouvelle structure d'emploi?

**Y. Bélanger:** D'abord ce travail de comparaison tient plus difficilement la route qu'on aurait pu le penser de prime abord, en bonne partie parce qu'il ne tient pas compte des emplois indirects créés dans le sillon des emplois militaires. Si on tient compte de cet effet d'entraînement, il subsiste des écarts, mais pas de cet ordre-là.

Mais nonobstant l'impact sur le nombre d'emplois créés, on doit prendre en considération des raisons éthiques, morales, sociales. Et je serai le premier à dire que si j'avais à établir des priorités budgétaires, je les mettrais sur les programmes sociaux. Mais faut-il pour autant tourner le dos à une industrie qui joue un rôle stratégique dans plusieurs régions, qui remplit une mission centrale dans le développement technologique, et qui se situe au cœur de la stratégie gouvernementale québécoise de restructuration et de modernisation de l'industrie manufacturière et d'expansion des exportations. L'aéronautique, les systèmes de communication sont des domaines qu'on dit porteurs pour l'avenir. Il faut être cohérent. S'ils sont porteurs, alors on ne peut se payer le luxe de les laisser couler.

Ceci dit, je crois possible de concilier l'objectif de mieux servir les programmes sociaux avec celui de permettre la réorientation de l'industrie de défense. Comment? En grande partie, parce que notre industrie est moins dépendante des contrats de défense que celle des États-Unis, de la France ou de la Grande-Bretagne. Dans cette perspective, je crois qu'on peut obtenir des résultats positifs en investissant, dans l'aide à la diversification, proportionnellement beaucoup moins que devront le faire les Américains, les Français ou les Britanniques.

Par ailleurs, et c'est un argument que les pacifistes ont très bien compris, l'industrie de défense demeure le lobby le plus puissant, à l'échelle planétaire, pour le maintien et même l'accroissement des dépenses militaires. L'industrie intervient encore fréquemment pour faire valoir l'existence de sources d'insécurité dans le monde, pour promouvoir de nouvelles technologies militaires, pour convaincre les gouvernements et les armées de lancer de nouveaux programmes.

Dans cette perspective, si on n'offre pas d'alternative à une industrie qui est aux abois, et qui est prête à n'importe quoi pour survivre, on va se retrouver avec deux gigantesques problèmes. D'abord, les pressions pour l'accroissement des dépenses militaires vont se faire de plus en plus fortes, et elles vont s'exercer par des gens qui ont un accès direct au pouvoir. Ensuite, on va se retrouver avec des pressions beaucoup plus grandes que maintenant en faveur d'une libéralisation des exportations d'armes.

**VO:** Pourquoi les entreprises ne feraient-elles pas ce type de pressions pour maintenir une production militaire qui est très payante et moins risquée qu'une tentative de di-

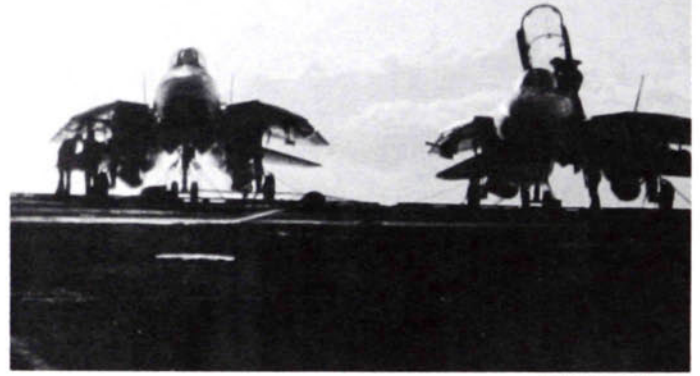


PHOTO: KENT MEESTER

# POURQUOI LE GOUVERNEMENT DEVRAIT SOUTENIR LA DIVERSIFICATION DE L'INDUSTRIE DE DÉFENSE

Entrevue avec YVES BÉLANGER, directeur du Groupe de recherche sur l'industrie militaire (GRIM)

versification dans le civil? Le fait de leur offrir une aide à la diversification ne nous garantit pas contre le scénario que vous évoquez.

**Y. Bélanger:** Effectivement. Mais ça diminue la pression, et ça nous donne comme société un argument de poids: «Voilà, nous avons quelque chose à vous proposer, qui va vous permettre de survivre.» Parce que c'est une question de survie. Et tout de suite derrière la question de survie se pose la question des approvisionnements pour le ministère de la Défense. Par exemple, le Gouvernement canadien a eu pendant une dizaine d'années une politique d'autosuffisance en matière de munitions. Imaginons pendant un instant qu'une entreprise comme SNC ferme ses portes: cette politique est remise complètement en question. C'est d'ailleurs en grande partie ce qui motive l'intervention actuelle du Gouvernement français en matière de reconversion. Il veut d'abord et avant tout s'assurer que la base industrielle de défense française va demeurer viable. Dans ce cadre, il tente de garder des entreprises en opération en leur offrant de réduire leur dépendance face à la production militaire.



PHOTO: HARALD SUND

connu sous son sigle anglais de DIPP), l'ouvrant aux productions civiles, et de doter le Canada d'un programme de reconversion. Les observateurs ont vu là l'amorce d'une politique de soutien à la diversification de l'industrie de défense.

**Y. Bélanger:** Le ministre fédéral de l'Industrie, John Manley, s'oppose à la création d'un programme d'aide à la reconversion. Les Libéraux ne veulent plus aller dans le sens des aides et des subventions aux entreprises. Et s'ils créaient un programme spécifique d'aide aux entreprises militaires, ils auraient à répondre à une grosse question: «Pourquoi elles et pas les autres?»


Le ministre Manley est également contre une modification de l'orientation du PPIMD. Sa principale raison, je crois, c'est que la poignée d'entreprises qui y ont accès ne veulent pas que le PPIMD change de vocation. Elles le considèrent comme un outil très polyvalent, très utile et ne veulent pas le mettre en péril. En outre, elles ne souhaitent pas voir d'autres entreprises que celles qu'elles contrôlent avoir accès au budget. Aussi ai-je été très surpris d'apprendre tout récemment que le ministère de l'Industrie travaillait à une réforme du PPIMD, dans le sens de la reconversion. Quelles formes cela prendra-t-il? On ne sait pas encore.

**VO:** À votre avis, les considérations politiques, comme le fait qu'un programme d'aide à la reconversion profiterait surtout au Québec, sont-elles entrées en ligne de compte?

**Y. Bélanger:** Absolument. Je pense que le contexte des relations fédérales-provinciales a nui à l'évolution du dossier. Le Québec est de loin la région la plus avancée en matière de réflexion sur la reconversion, parce que ce fut la plus durement touchée par les coupures budgétaires. Évidemment, à court terme, un programme d'aide à la diversification aurait été perçu comme un cadeau pour le Québec.

**VO:** On nous annonce un Livre blanc sur la défense pour l'automne. À quoi peut-on s'attendre?

**Y. Bélanger:** Le ministère de la Défense nationale (MDN) essaie désespérément de se défaire des responsabilités qu'on lui a confiées en matière de développement économique régional et de développement technologique. Il préfère recevoir un budget amputé et pouvoir l'utiliser à sa guise que d'avoir à tenir compte d'obligations de ce type. Dans ce contexte, comment le MDN pourrait-il accueillir favorablement une proposition qui lui demande d'accroître son rôle en matière de développement économique, à travers la reconversion?

À la sortie du Livre blanc, il y aura débat public. Ce peut être un momentum important pour amener le gouvernement à se compromettre sur ces questions, à débloquer des fonds et des outils adaptés aux besoins de l'industrie. Je pense que tôt ou tard, il devra reconnaître que les concurrents américains ou européens des entreprises canadiennes et québécoises reçoivent actuellement de l'aide à la diversification et seront plus compétitifs, vont jouer un rôle plus dynamique dans l'industrie, sur les marchés, et que ça finira par jouer contre nos entreprises. Ce jour-là, le gouvernement sera confronté à des décisions encore plus douloureuses que celles qu'il a l'option de prendre maintenant. 

PROPOS RECUEILLIS PAR MARTINE D'AMOURS



C'est sûr que, même en se diversifiant, la majorité de ces entreprises vont garder des activités dans le champ de la défense. Moi le pari que je fais, sur le long terme, c'est qu'en s'ouvrant à d'autres types de production, au fur et à mesure que le marché va diminuer, ces entreprises vont quitter lentement le marché de la défense, ou le ramener à un niveau de production nettement secondaire. Cela aura un effet politique, économique et social bénéfique parce qu'on va se retrouver dans une situation où les pressions en faveur de la militarisation seront beaucoup moins fortes. Dans une étude récente, le groupe Diversification de défense 2000 a estimé qu'on peut jouer un rôle dynamique et moteur en matière de diversification pour un peu moins de 60 millions \$. Si on mesure ça avec les économies qu'on peut faire et qu'on va faire si on arrive à faire baisser les pressions pour de nouveaux systèmes militaires, on fait «un maudit bon deal» comme société.

**VO:** Durant la campagne électorale, les Libéraux fédéraux avaient promis d'élargir le Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense (PPIMD), mieux

# SOUTENIR OU NE PAS SOUTENIR

## LES CAS DE LA BELGIQUE

ALORS QUE DANS LA MAJORITÉ DES PAYS OCCIDENTAUX LES DIVIDENDES DE LA PAIX SE TRADUISENT PAR DES RESTRUCTURATIONS ET DES FERMETURES D'ENTREPRISES MILITAIRES, PAR DES MISES À PIED ET DES TENTATIVES DE DIVERSIFICATION-RECONVERSION, LES ÉTATS SE RETROUVENT DEVANT LE DILEMME: AGIR OU LAISSER FAIRE?

DEPUIS L'ARRIVÉE AU POUVOIR DES DÉMOCRATES, LES ÉTATS-UNIS ONT CHOISI LE PREMIER VOLET DE L'ALTERNATIVE ET MIS SUR PIED UN VASTE PLAN DE RECONVERSION. EN BELGIQUE, AU CONTRAIRE, LE POUVOIR CENTRAL A PRÉFÉRÉ LAISSER AUX RÉGIONS LE SOIN DE COORDONNER L'ADAPTATION DE L'INDUSTRIE DE DÉFENSE. DE CES EXPÉRIENCES ET D'AUTRES, ÉMERGE UNE CONCLUSION PARTAGÉE PAR PLUSIEURS SPÉCIALISTES: SANS AIDE GOUVERNEMENTALE, PAS DE RECONVERSION-DIVERSIFICATION RÉUSSIE.

### 1- ÉTATS-UNIS: les limites de l'intervention locale

**A**ux États-Unis, ce sont le plus souvent les acteurs régionaux – syndicats, représentants-es d'entreprises, pouvoirs publics locaux –, premiers confrontés aux difficultés du secteur militaire, qui ont initié les efforts de reconversion. Ainsi, la ville de Los Angeles possède son propre fonds favorisant l'émergence d'activités civiles. Certains États, comme celui du Texas, participent au processus d'adaptation en créant des comités représentatifs des entreprises et des milieux concernés. Dans l'État de Washington, un tel organisme gère un programme de reconversion. Toutefois, en l'absence de moyens et de pouvoirs suffisants, ces interventions demeurent limitées.

Au cours des dernières années, les régions ont donc multiplié les appels à l'aide auprès du gouvernement central. Sous le règne républicain, ces appels sont demeurés lettre morte. Le paradoxe veut pourtant que ce soit sous la présidence de Reagan et la vice-présidence de Bush que les dépenses militaires aient connu une formidable augmentation aux États-Unis. Devant cette avalanche de contrats lucratifs, de nombreuses entreprises ont quitté le domaine civil pour se tourner vers le militaire. Les difficultés actuelles des entreprises de défense états-uniennes sont donc en partie attribuables à la politique républicaine.

#### SOUS CLINTON

L'arrivée au pouvoir des démocrates a mis fin au laisser-faire gouvernemental

en ce domaine. En mars 1993, Bill Clinton a annoncé la création d'un fonds de reconversion de 20 milliards \$ étalé sur cinq ans<sup>1</sup>. Des observateurs et observatrices considèrent toutefois que cette somme ne suffira pas pour refaçonner l'économie états-unienne qui s'est fortement militarisée au cours des dernières années.

Le Plan est constitué de trois volets, assorti chacun d'un fonds. Le premier volet vise essentiellement à soutenir la poursuite des initiatives locales comme celles de l'État de Washington ou de la ville de Los Angeles. Une somme de 178 millions \$US a été accordée à cette fin pour 1994.

Un deuxième fonds, celui-là de 500 millions \$ pour 1994, s'adresse aux salariés-es touchés par les restructurations du secteur. L'adaptation et la mobilité de la main-d'œuvre figurent au centre de ses préoccupations.

Le troisième et le plus important volet du plan Clinton consiste en une aide à la recherche et au développement. Il canalise la plus grande partie des fonds, soit 1 milliard \$ pour 1994. Cette portion du Plan valorise principalement le développement de technologies à double usage, c'est-à-dire de technologies applicables dans le champ civil et dans



PHOTO: RICHARD WILSON

le champ militaire. On compte que le rapprochement des activités militaires et civiles permettra aux entreprises de défense d'approvoiser les lois de compétitivité du marché commercial.

Ce faisant, le Plan privilégie les entreprises des secteurs de haute technologie, pour lesquelles la recherche-développement constitue une activité dominante et qui sont les plus susceptibles de produire ce type de technologie. Il s'agit donc d'une politique sélective qui ne couvre pas tous les créneaux de l'industrie.

#### PRÉSERVER L'APPROVISIONNEMENT

Il ne faudrait pas croire que les programmes d'aide aux entreprises visent uniquement le rapatriement des activités militaires dans le domaine civil. Au contraire, dans plusieurs pays, le soutien gouvernemental à la diversification a pour but de préserver les sources d'approvisionnement de l'armée. C'est l'objectif que poursuit l'administration états-unienne par la création d'un fonds de 200 millions \$ visant la diversification et l'amélioration de la compétitivité des entreprises du secteur des munitions.

1 Les principaux éléments d'information et d'analyse contenus dans cette section proviennent du document *Diversification de défense 2000*, mars 1994.

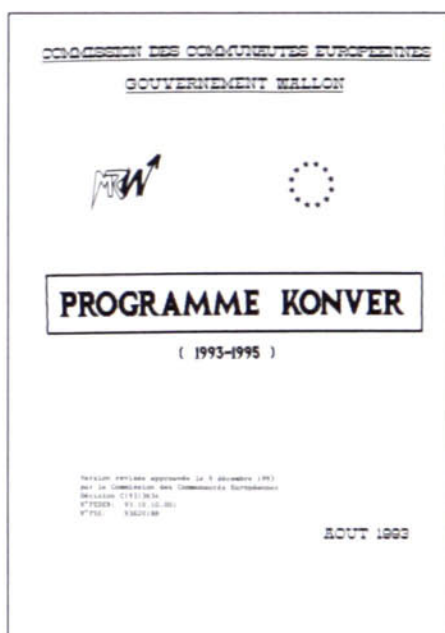
## 2- BELGIQUE: le choix du laisser-faire

**E**n Belgique, le gouvernement central a décidé de ne pas développer de politique nationale de reconversion. Les effets de ce laisser-faire n'ont pas tardé à se manifester. Entre 1980 et 1992, alors que les achats de matériel militaire ont diminué de 58%, le chiffre d'affaires de l'industrie de défense belge a chuté de 60%<sup>2</sup>. Durant la même période (1980-1991), les emplois militaires sont passés de 42 000 à 15 000<sup>3</sup>.

Pour bien comprendre la dynamique belge, il est nécessaire de rendre compte de son industrie. D'abord plus des deux tiers (68,4%) des emplois militaires se trouvent en Wallonie. Le secteur des munitions, de loin le plus important de toute l'industrie, y est principalement concentré, tandis que la Flandres et la région bruxelloise se partagent les technologies plus développées. L'État central possède très peu de capitaux dans les entreprises de défense. En fait, même en tant que client, son lien avec l'industrie demeure ténu. L'armée belge n'achète que 40% de la production nationale. Ce sont les pays du Tiers Monde qui représentent les principaux débouchés de cette industrie. Dans le cas des munitions, les exportations atteignent 95%.

### LA CRISE

Dans ce contexte, la Wallonie a joué de «malchance». En effet, le secteur des munitions est l'un des plus touchés par la crise; les marchés du Tiers Monde soit ont décliné, soit sont devenus le théâtre d'une féroce concurrence de la part de nouveaux producteurs, tels le



Brésil et Singapour. En outre, la vieille rivalité entre la Flandres et la Wallonie explique en partie le refus du gouvernement central d'intervenir. Ce dernier n'a probablement pas voulu s'impliquer dans un débat portant sur un programme de reconversion qui aurait dans les faits privilégié la région la plus durement touchée par la crise du secteur de la défense, soit la Wallonie.

En l'absence d'une politique nationale de reconversion, les régions se sont retrouvées aux prises avec le problème. En Flandres, les pouvoirs publics ont décidé de laisser les entreprises opérer seules leur restructuration. Le fait que le processus de diversification y était déjà enclenché a probablement joué dans la décision.

De son côté, la Wallonie a décidé d'atténuer, par des actions ponctuelles, les effets socio-économiques de l'adaptation. Grâce à l'aide publique, le petit secteur aérospatial wallon a opéré quelques tentatives de diversification. Le programme Airbus s'est notamment engagé dans ces projets. Toutefois, cela n'a

**Le programme belge «Konver» a été lancé en 1993.**

pas empêché le secteur aérospatial de perdre 1 500 de ses 7 000 emplois. La décision des entreprises de munitions de se spécialiser dans leur secteur n'a quant à elle pas donné les résultats escomptés. La compagnie wallonne FN a vu ses emplois chuter de 11 000 au début des années 80 à 1 000 actuellement.

### UNE EXPÉRIENCE EUROPÉENNE

La récente mise en place du programme KONVER tend à changer quelque peu l'attitude des pouvoirs publics belges. Ce programme créé par le Parlement européen a pour objectif de venir en aide aux régions touchées par la restructuration du secteur de la défense. Sur la base d'un financement provenant à 50% des pouvoirs publics des États membres et à 50% de la CEE, les régions peuvent développer de nouvelles activités civiles. KONVER n'a pas pour but premier de reconvertir les entreprises d'armement mais plutôt les territoires dont les économies sont fortement militarisées. Il finance ainsi des PME, des études de marché, etc. Pour la Wallonie, le programme européen est une aide inespérée mais peut-être trop tardive.

L'expérience belge contient de nombreuses leçons qui ne devraient pas échapper au gouvernement canadien. Le pouvoir central, en refusant d'intervenir par peur de ranimer les querelles régionales, a simplement laissé un pan de son industrie décliner. Or sans stratégie industrielle, les entreprises sont le plus souvent confinées à des opérations de survie. Globalement, les résultats demeurent désastreux pour la Belgique, qui a perdu 73% de ses emplois militaires entre 1980 et 1992. ↴

CATHERINE FEREMBACH est assistante de recherche au Groupe de recherche sur l'industrie militaire (GRIM).

2 B. ADAM, *Le déclin de l'industrie belge de défense*, Colloque international sur la reconversion des entreprises militaires: un défi pour l'emploi, septembre 1993, 11 pp.

3 *Les dossiers du GRIP, Memento défense décembre 1992, L'Europe et la sécurité nationale*, no. 168-171, avril-juillet 1992.

**P**roduits chimiques Expro, le dernier «plan» de poudre au Canada, est une ville dans la ville. Plus de 150 bâtiments, répartis sur un terrain de 1 100 acres, sont encore en opération. L'ensemble fait penser à un camp militaire de la Deuxième Guerre Mondiale (le «plan» date de 1940): une suite de baraques de forme allongée, certains d'origine, d'autres reconstruits suite aux explosions.

Des générations d'ouvriers (et d'ouvrières, durant la 2e guerre mondiale!) y ont été embauchés dans la fleur de l'âge, confiants dans l'avenir. «Ça peut pas fermer, c'est le gouvernement qui est en arrière de ça.» Au fil des ans, la courbe de l'emploi s'est confondue avec le cycle des guerres et des fins de guerre: Deuxième Guerre Mondiale, guerre de Corée, guerre du Vietnam. En 1986, pendant les «belles années» de la guerre froide, l'entreprise, le troisième employeur privé de la région de Valleyfield, embauchait 960 travailleurs-ses. Aujourd'hui, elle en emploie à peine 350.

### UN MARCHÉ EN CRISE

Propriété du consortium canadien *Welland Cheminal/Dafina Holding* et, depuis un an, de la coopérative formée par ses travailleurs-ses, Expro a longtemps consacré autour de 75% de sa production à la poudre propulsive et aux explosifs brisants destinés au marché militaire. Le reste, 25%, consistait en poudre pour fusils de chasse. Or le marché des munitions militaires est aujourd'hui en crise et, cette fois, rien ne laisse supposer qu'un contrat «de la dernière chance» viendra sauver la mise.

Expro est en fait victime de la restructuration qui s'opère sur le marché états-unien, où la compagnie Alliant, son principal client, vient d'acheter Hercules, un concurrent qui fabrique aussi de la poudre. Résultat: Alliant n'a plus besoin de la poudre de Expro. La perte de cet important contrat a fait un méchant trou dans le budget. En 1991, Expro avait vendu pour 65 millions \$, en 1994 pour 51 millions \$. Pour l'année prochaine, on travaille sur une hypothèse de 35 millions \$ (20 millions dans le commercial, 10 millions pour la Défense canadienne et 5 millions pour les exportations), mais rien de cela n'est garanti.



Ville dans la ville, le site d'Expro comprend plusieurs bâtiments, plus ou moins occupés.



## LE CAS DE LA COMPAGNIE EXPRO: LA RÉVOLUTION INACHEVÉE

MARTINE D'AMOURS

PHOTOS: XAVIER LLUIS, CHRONO-PRESSE

«On prévoyait que ça (l'effondrement du marché états-unien) arriverait en 1996. Or, ça nous arrive en 1994», déclare Mario Thibault, vice-président du Syndicat des produits chimiques de Valleyfield (CSN), qui regroupe les employés de production et d'entretien. Cela fait pourtant longtemps que ce syndicat revendique la reconversion industrielle. C'est même le seul au Québec à s'en préoccuper depuis si longtemps, et à avoir poussé si loin la démarche.

### UN SYNDICAT PIONNIER

En 1971, rapporte Pierre-Paul Saint-Onge du GRIM, aux prises avec des licenciements liés à la fin de la guerre du Vietnam, le syndicat réclamait déjà la diversification de la production dans le but d'assurer le maintien du niveau d'emploi. Mais le coup de grâce est venu en 1987, quand on apprit qu'à l'encontre d'un embargo international, la poudre produite par Expro avait servi à fabriquer des explosifs utilisés par l'Iran dans sa guerre contre l'Iraq.

«C'était 35% du chiffre d'affaires, il y a eu 200 mises à pied, se rappelle Marc Laviolette, l'ancien président du Syndicat. C'est à ce moment que le syndicat s'est prononcé en faveur de la reconversion. Les gens se sont dit: "on ne peut pas penser travailler jusqu'à notre retraite sur des contrats au noir."» Cette revendication deviendra dès lors, pour reprendre les mots de Pierre-Paul Saint-Onge, la pierre d'assise de la stratégie syndicale en faveur du maintien de l'emploi.

En 1991, le gouvernement canadien coupe de 40% son approvisionnement en munitions. «Cela a été un point tournant pour l'employeur», selon Marc Laviolette. Cette même année, l'employeur, le syndicat et la CSN financent conjointement une étude sur les perspectives de diversification. Cette étude établit le potentiel de l'entreprise dans le domaine des technologies environnementales: décontamination des sols, recyclage des huiles usées, etc.

L'entreprise termine l'année 1992 avec



À l'entrée, le «poste de garde».



La nitrocellulose, la base de la poudre explosive.



La poudre est comprimée.



Tout-e visiteur-se doit porter un dispositif pour se décharger d'électricité statique.



Manipulation des barils de nitrocellulose.



Le séchoir à poudre, où de meurtrières explosions ont souvent eu lieu à travers les années.

un déficit de 6 millions \$ aux opérations. «Rien d'étonnant là, reprend Marc Laviolette, puisqu'on ne peut survivre dans le civil avec la culture "cost plus"». Or cette culture est solidement implantée à Expro, tant chez les gestionnaires que chez les travailleurs-ses. La job est dangereuse, mais on ne travaille pas trop fort; on accumule l'overtime. «On avait une certaine productivité, mais pas une productivité certaine», conclut l'ancien président du syndicat.

C'est pour s'attaquer à cette culture d'inefficacité et au problème de l'organisation du travail que les parties patronale et syndicale ont mis sur pied, en 1992, un Comité d'adaptation de la main-d'œuvre (CAMO). Le CAMO poursuivait trois objectifs: rentabiliser l'entreprise, revoir l'organisation du travail, diversifier la production. Parallèlement, le gouvernement fédéral accepte d'effacer une dette accumulée de 35 millions \$. En échange de son appui, le syndicat exige la transparence économique, «essentielle pour diversifier la production et changer l'organisation du tra-

vail.» L'entreprise réalise 16% de gains de productivité en 1992, et 23% additionnels en 1993.

### ACTIONNAIRES ET COGESTIONNAIRES

Cette même année, Expro cherche de l'argent pour financer ses opérations. Devant le refus des banques, l'entreprise se tourne vers la SDI qui accepte de prêter 4,8 millions \$ à trois conditions: instauration d'un «contrat social», baisse de 15% de la masse salariale et investissement de 1,2 million \$ de la part des employés-es. Cet investissement, les travailleurs-ses le feront par le biais d'une coopérative de travailleurs-ses-actionnaires. La coop possède 30% des parts de l'entreprise, compte deux représentants au CA et détient 23 droits de veto. La convention d'actionnaires précise aussi que la philosophie de gestion, c'est la cogestion, et que l'entreprise vise à diversifier sa production dans le civil.

Moyennant un investissement net de 1 000\$ chacun-e, les travailleurs-ses de

Expro sont donc devenus actionnaires de leur entreprise. Par leur convention collective, ils-elles ont gagné le statut de cogestionnaires. Le champ de la coop, c'est la dimension affaires, la négociation de contrats, les choix de reconversion. Le champ du syndicat, c'est l'organisation du travail et la cogestion. «Nous sommes le premier syndicat industriel à avoir obtenu la cogestion du sommet à la base. Au sommet parce qu'on siège à l'exécutif de production, à la base via les équipes semi-autonomes de travail», déclare fièrement Marc Laviolette.

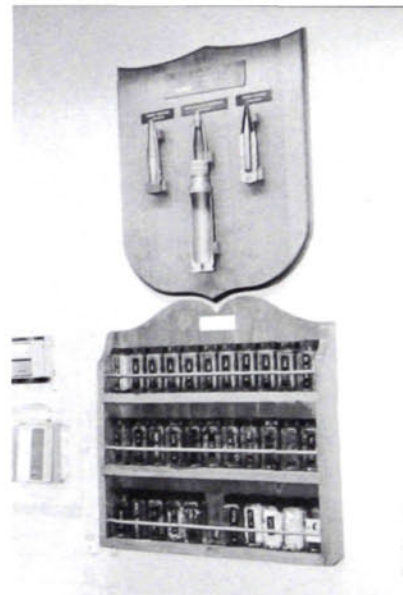
Le plan d'affaires, établi avec la participation des travailleurs-ses, identifie trois avenues: diversifier la clientèle militaire, diversifier les contrats de poudre civile, développer les productions alternatives, de type environnemental. Aspect original: pour se diversifier, l'entreprise mise, non pas sur son créneau technologique (les pas sur les machines), mais sur l'expertise de sa main-d'œuvre, sur sa capacité de manipuler des substances dangereuses, avec des règles de sécurité strictes.



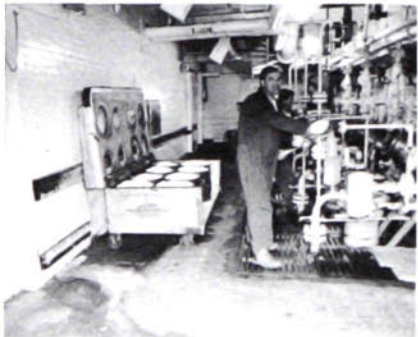
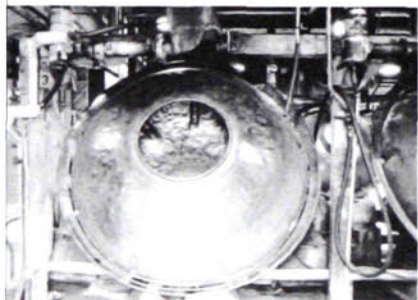
**Les opérations, dans le séchoir à poudre, sont contrôlées à distance.**



**Autour d'un canon d'expérimentation.**



**Au mur, comme des épices, les «armoires» de l'entreprise.**



**Dans l'usine, les flashes d'appareil-photo sont interdits: l'éclair pourrait provoquer une explosion.**



**La poudre est «filée».**

Autre point d'appui: la communauté. Expro s'est établie dans la région bien avant la naissance du syndrome «pas dans ma cour» et la population s'est accoutumée à vivre à côté d'une usine d'explosifs. Elle accepterait sans doute le voisinage d'une entreprise de dépollution des sols ou de recyclage des huiles usées. La MRC de Beauharnois-Salaberry a d'ailleurs appuyé les initiatives de Expro en matière de reconversion-diversification et a même voté une résolution demandant au gouvernement fédéral de constituer un «Fonds national de reconversion industrielle», dans le but de soutenir le déclin de l'industrie militaire canadienne.

### UNE RÉVOLUTION INACHEVÉE

Les travailleurs-ses de Expro pensaient avoir le temps de faire avancer ces nouveaux projets avant l'effondrement du marché des munitions. Même après la défection du gros client états-unien, certains-es n'y croyaient pas vraiment. «Il y aura toujours besoin de poudre, nous confiait l'un d'entre eux. J'ai peur qu'on diversifie trop vite et qu'on n'ait plus

l'équipement le jour où on nous offrira de nouveaux contrats militaires.»

À l'assemblée syndicale tenue le 28 août, le syndicat propose divers scénarios de réduction de personnel. Les plus jeunes, premiers menacés par les mises à pied, réclament un partage du travail: «Tout le monde a investi dans la coop; donc les heures de travail disponibles devraient être partagées également.» Proposition jugée irrecevable: la compagnie n'a pas les liquidités pour faire toute sa production annuelle en quatre mois. En bout de ligne, les syndiqués refusent de se prononcer: «il y a un gérant, qu'il fasse sa job. Une coop n'est pas là pour faire des mises à pied!»

Qu'il est difficile de changer la mentalité de locataire pour celle de propriétaire! Les travailleurs-ses ont laissé le champ libre au «gérant» qui a effectivement «fait sa job»: quelques jours plus tard, la direction mettait 150 travailleurs-ses à pied.

Le syndicat réclame des gouvernements qu'ils soutiennent la reconversion. «Ce

qu'on ne veut pas en revanche, c'est que de l'argent soit donné à Expro pour continuer à faire la même chose», déclare Mario Thibault, responsable syndical à l'information, nouvellement devenu chômeur. Il y a un bon moment que Expro attend une subvention du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, division de l'environnement, pour financer des études de faisabilité pour d'éventuelles productions alternatives. En campagne électorale, les chefs des deux principaux partis ont promis de financer ces études de faisabilité, ainsi qu'un programme de pré-retraite.

Pour obtenir ces engagements, les travailleurs-ses de Expro ont repris du service. Ils ont campé au centre-ville de Valleyfield et occupé les ondes de la station de radio locale. De quoi leur rappeler le temps des batailles épiques en santé-sécurité, batailles qui ont notamment mené à la tenue de la commission d'enquête présidée par le juge Beaudry. En bonne partie grâce à eux, une révolution a commencé chez Expro. Reste à l'achever.

# L'EXPOSITION MILITAIRE «MILI-94»: UN MUSÉE JUSTE POUR PLEURER

MARTINE D'AMOURS



PHOTO: PATRICK DURAND



PHOTO: THOMAS EBERT



Ce matin-là, le lieutenant-colonel Jacques O'Keefe était en maudit. En maudit parce qu'un article publié dans *La Presse* quelques jours plus tôt pointait du doigt son exposition, *Mili-94*, disant que sous prétexte de commémorer le 50<sup>e</sup> anniversaire du débarquement de Normandie, elle émoustillait plutôt la fascination guerrière.


«C'est de la tartufferie, s'indignait-il, de l'hypocrisie! Le premier instinct de l'homme, c'est de se défendre! Il y a eu un fou comme Hitler, comme Saddam Hussein... Il y aura toujours des guerres, il faut être prêts... Si vis pacem, para bellum...»

Le lieutenant-colonel O'Keefe est manifestement fier de son métier. Fier de ce que, à son avis, les technologies, aujourd'hui quotidiennes, aient d'abord été conçues dans le giron militaire, de la boîte de conserve à l'hélicoptère, en passant par la bouffe pour micro-ondes. Fier de ce que ses ancêtres «labouraient leurs champs, avec un fusil au dos». Fier de ce que Montréal «se soit développée grâce à l'industrie militaire». Fier de ce que nous soyons «une armée de paix».

Il n'eut qu'un moment de gêne, quand fusa la question concernant les mines anti-personnelles et indétectables fabriquées par Technologies industrielles SNC, mises en cause dans l'article de *La Presse*. «C'est l'industrie, ça n'a rien à voir avec nous. À l'origine, nous ne souhaitions faire qu'une exposition de véhicules. C'est pour financer l'événement que nous avons loué des espaces à diverses compagnies: Pratt & Whitney, SNC, MIL Davie, etc.»

Chacun-e a le droit d'être fier de ce qu'il fait. Le hic, c'est que le lieutenant-colonel prétend faire œuvre historique et, surtout, œuvre d'information. Or il y a beaucoup de photos dans son exposition, beaucoup de médailles et de blindés, beaucoup d'engins meurtriers, pas beaucoup d'informations. Non pas qu'il faille cacher ce qui existe. Cette industrie cultive suffisamment le secret comme cela! Non, mais si on prétend faire œuvre d'information, qu'elle soit complète: les armes, leurs propriétés, les guerres dans lesquelles elles furent utilisées, le nombre de morts. Sinon, une exposition comme celle-ci ressemble dangereusement à de la promotion, sinon à de la propagande.

J'écris cela parce que le lieutenant-colonel O'Keefe et son groupe veulent faire un Musée de la guerre d'ici l'an 2000. Après le Musée juste pour rire, un musée juste pour pleurer?

Et puis non, je change d'idée. Quelqu'un de célèbre (tellement célèbre que j'oublie son nom) a dit que la guerre est une chose trop importante pour être laissée aux généraux... L'histoire aussi. 

**Élections scolaires à la CECM**



**POUR DÉLOGER LES INTÉGRISTES**



Alliance des professeurs  
et professeurs de Montréal (CEQ)

**ALLEZ VOTER**

**La formation, un atout pour l'action!**

Production vidéo ♦ Formation ♦ Location de salles



Centre  
st-pierre

1212, rue Panet, Montréal, Qué. H2L 2Y7  
Tél. (514) 524-3561

**Ne manquez pas dans  
le prochain numéro...  
janvier-février 1995**

DOSSIER international:

**Ces conflits  
qui changent  
le monde  
quotidien**

**VO**  
LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

**Et dans le numéro de...  
mars-avril 1995**

DOSSIER:

**La Côte-Nord  
dans tous ses états**

**25 ANS  
D'EXPÉRIENCE**

**ÇA  
COMPTE**

ACTIF	9,614,53	18,999,65
PASSIF	9,614,52	18,999,65
SOLDE	0,01	0,00

ACTIF	18,828,14	12,793,85
PASSIF	18,828,14	12,798,85
SOLDE	0,00	0,00

**Gosselin + Associés**  
COMPTABLES AGRÉÉS

1415, RUE JARRY EST. BUREAU 420,  
MONTREAL (QUEBEC) H2E 1A7  
TELEPHONE : (514) 376-4090



# CHRONIQUE INSOLENTÉ

NICOLE BRAIS

## ET SI LES DERNIÈRES ÉTAIENT LES PREMIÈRES

**J'** ai accouché le 24 juillet. N'en déplaît à Jeanne, l'aînée, la voilà flanquée d'une cadette. Pour le meilleur et, actuellement, essentiellement pour le pire. Ma deuxième grossesse a été, grosso modo, un «remake» de la première, beaucoup de nausées et un peu d'extase en moins. C'est moche pour Frédérique, mais elle doit se faire à la réalité qu'elle est la deuxième. Ce qui ne comporte pas que des désavantages, loin de là. Elle peut ainsi compter sur des parents beaucoup moins angoissés devant les états d'âme d'une nouvelle-née, une mère un peu moins

catastrophée, le choc du changement draconien de vie étant déjà absorbé depuis belle lurette. Aussi quand je vante le calme et la tranquillité de Frédérique, je ne sais pas si je le dois à sa véritable nature ou à l'expérience chèrement acquise de ses parents.

Je n'ai pas encore réussi à classer le fait d'avoir une grande sœur: est-ce, pour une cadette, un avantage ou carrément un risque? Un mélange des deux, vraisemblablement. Frédérique bénéficiera sûrement des leçons de sa grande sœur. De toute évidence, Jeanne palliera aux oublis volontaires de sa mère. Voyez-vous, j'étais tellement pressée que Jeanne manifeste des signes d'intelligence que je n'hésitais pas à la stimuler. Ai-je assez attendu son premier mot intelligible, moi qui n'aspire maintenant qu'à ses trop rares silences! Une première, on a hâte que ça fasse quelque chose; une deuxième on est bien contente que ça ne fasse rien. Au début, je disais de Frédérique: «Elle dort tout le

temps, ça n'a pas d'allure». Je me suis vite reprise: «Elle dort tout le temps, ça a bien de l'allure». Pourvu que ça dure...

Pour la stimulation, je me fie entièrement à Jeanne, qui en met plus qu'il n'en faut. Vous devriez l'entendre hurler «Saluuuut Frédériiiiiique!!!» dans les petites oreilles de sa sœur... et la voir la serrer doucement puis de plus en plus vigoureusement pour ne pas dire sauvagement sur son cœur. De toute beauté!

Quand les parents récidivistes vous disent qu'un deuxième enfant, c'est du sport, ne vous méprenez pas. Ils ne parlent pas du deuxième, généralement assez stoïque: le problème vient généralement (et encore) du premier et de ses réactions plus ou moins intempestives. Ma récente expérience me laisse penser qu'il vaut mieux d'abord accoucher d'une cadette. On n'a jamais trop d'expérience pour composer avec l'aînée!



## LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

# LO

### PLUS PLUS PLUS PLUS PLUS D'ENQUÊTES DE TÉMOIGNAGES DE REPORTAGES

<input type="checkbox"/> Abonnement individuel	1 an : 20,00 \$
<input type="checkbox"/> Abonnement individuel	2 ans : 35,00 \$
<input type="checkbox"/> Abonnement individuel à l'extérieur du Canada	1 an : 25,00 \$
<input type="checkbox"/> Abonnement institutionnel	1 an : 28,00 \$
<input type="checkbox"/> Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada	1 an : 33,00 \$
<input type="checkbox"/> Abonnement de soutien	1 an : 28,00 \$
<input type="checkbox"/> Étudiants / Sans-emploi	1 an : 14,00 \$
<input type="checkbox"/> Numéro individuel	3,75 \$ + 1,30 \$ poste

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

PAIEMENT INCLUS : \_\_\_\_\_

**FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À :**  
**Revue Vie Ouvrière, 1212, rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7 • Téléphone : (514) 523-5998**

En juin 1992, l'OPDS avait occupé les bureaux du Protecteur du citoyen.

LOUISE BOIVIN

CHAQUE RAPPORT ANNUEL DU PROTECTEUR DU CITOYEN RECÈLE UNE PANOPLIE DE CRITIQUES ET DE REVENDEICATIONS FORMULÉES À L'ANNÉE LONGUE PAR LES GROUPES COMMUNAUTAIRES. CET OMBUDSMAN DU QUÉBEC A-T-IL QUELQUE POUVOIR DE FAIRE CHANGER LES CHOSES?

**C'**est parce qu'ils ont mis la main sur une étude du Protecteur du citoyen que le FRAPRU et le Front commun des personnes assistées sociales ont à nouveau contesté la réduction de l'aide sociale pour partage du logement, sur la place publique, en août dernier.

Au bureau du Protecteur, on aurait préféré ne pas médiatiser cette étude pendant la campagne électorale. Pour le FRAPRU et le Front commun, au contraire, c'était l'occasion de demander aux partis politiques de s'engager à abolir cette mesure et de relancer le logement social.

Cette étude du Protecteur du citoyen est étoffée. Elle démontre étape par étape comment la réduction pour partage du logement de 100\$ par mois enfonce 140 000 ménages assistés sociaux dans la pauvreté. Les tableaux indiquent, par exemple, que deux colocataires vivant d'aide sociale peuvent consacrer jusqu'à 42% (49% à Montréal) de leur revenu au logement à cause de la réduction!

Néanmoins, le Front commun et le FRAPRU avouent être déçus que le Protecteur ne recommande que des pistes de réaménagement de la réduction pour partage du logement et non pas son abolition pure et simple.

### ATTIRER L'ATTENTION

Ce n'est pas la première fois que les groupes qui luttent contre la Loi 37 sur la Sécurité du revenu associent le Pro-



## LE PROTECTEUR DU CITOYEN ET LES GROUPES COMMUNAUTAIRES POUR CAS INDIVIDUELS SEULEMENT?

tecteur du citoyen à leur cause, même contre son gré, pour attirer l'attention des médias et des politiciens-nés.

En juin 1992, la Coalition du Grand Montréal contre la Loi 37 avait occupé pendant 14 jours les bureaux du Protecteur du citoyen, lui demandant d'être l'intermédiaire pour transmettre ses revendications à Robert Bourassa. «On savait que le Protecteur actuel, Me Daniel Jacoby, serait mal à l'aise de nous mettre à la porte à cause de ses préoccupations sociales», raconte Jocelyne

Gamache, de l'Organisation populaire des droits sociaux (OPDS).

Même si la Loi 37 reste inchangée et que les représentants-es de la Coalition n'ont jamais pu rencontrer Robert Bourassa, l'occupation des bureaux du Protecteur du citoyen a médiatisé les revendications comme jamais. «Normalement, nous n'avons pas tant d'écoute auprès des médias, explique Jocelyne Gamache. Ils n'attendent de nous que des cas pathétiques, sans aucune analyse.»

## UN VASTE MANDAT

Au delà d'une visibilité médiatique occasionnelle, quel est le pouvoir du Protecteur du citoyen?

Le Protecteur du citoyen a pour mandat de recevoir les plaintes des personnes qui s'estiment victimes d'une négligence ou d'une injustice de la part d'un des 101 ministères ou organismes du Gouvernement du Québec.

Proposé par le Premier ministre et approuvé par les deux tiers de l'Assemblée nationale, le Protecteur du citoyen est censé occuper les fonctions d'ombudsman en toute indépendance de l'État. Il détient de vastes pouvoirs d'enquêtes mais son autorité repose essentiellement sur ses pouvoirs de recommandation.

Par exemple, même si le Protecteur du citoyen a sévèrement critiqué la réduction de l'aide sociale pour partage du logement dans ses trois derniers rapports annuels (de 1990 à 1993), la qualifiant de «taxe à la débrouillardise», le gouvernement libéral l'a intégralement maintenue.

Il faut dire que le Protecteur du citoyen n'utilise même pas tous les pouvoirs dont il dispose. Lorsqu'un ministère refuse de donner suite à ses recommandations, il peut présenter un rapport spécial à l'Assemblée nationale. Il ne l'a jamais fait.

### Conférence de presse à l'occasion de l'occupation de 1992. Des artistes connus y étaient présents.



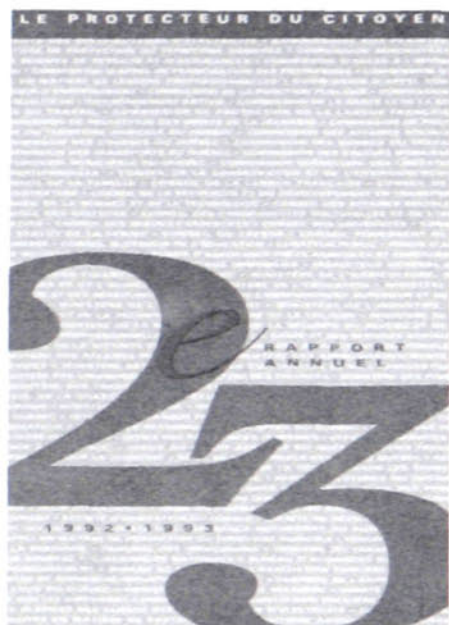
L'étude sur la réduction pour partage du logement est un «début de rapport spécial», selon Lucie Lavoie, directrice des enquêtes sur la Sécurité du revenu, au bureau du Protecteur du citoyen. «Mais avant de présenter un rapport spécial à l'Assemblée nationale, il faut en discuter avec le ministère et avec le Conseil des ministres», ajoute-t-elle.

Le Protecteur du citoyen et ses représentants-es réagissent tièdement vis-à-vis de l'indifférence de l'administration. De vigoureuses protestations suscitent pourtant l'intérêt des médias et de l'opinion publique. Bien plus que des enquêtes et des rapports qui s'empoussièrent sur les tablettes.

## RÉFÉRER?

Certains groupes communautaires continuent de référer des personnes lésées au Protecteur du citoyen, d'autres n'en attendent plus rien. Tous s'entendent cependant pour dire que les cas individuels d'erreurs ou d'injustice administrative peuvent obtenir gain de cause, tandis que les dossiers d'intérêt plus collectif, qui exigent une révision des lois, demeurent plutôt lettre morte.

«On explique aux individus qu'on réfère que ça ne changera pas quelque chose, qu'ils le font pour les autres, à long terme», dit Jocelyne Gamache, de l'OPDS, dont les quatre bureaux montréalais réfèrent systématiquement les personnes assistées sociales



qui subissent certaines situations scandaleuses.

Suzanne Gravel, du Groupe de défense des droits des détenus de Québec, réfère aussi des individus au Protecteur, de temps en temps, mais pense qu'il «a peur de sortir ses dents». Elle se souvient de ses grandes études sur la surpopulation dans les prisons et sur les alternatives à la détention, restées sur les tablettes. «C'est parce qu'il doit établir des ententes avec les ministères et maintenir des liens avec eux qu'il met de l'eau dans son vin», croit-elle.

À l'Association des groupes d'intervention et de défense des droits en santé mentale (AGID), la confiance est perdue: «Avant, on référerait des usagers au Protecteur du citoyen, mais ça ne donne tellement rien que maintenant, on prend la voie légale. On évite de les référer», explique la coordonnatrice Claudine Lorain.

Elle cite l'exemple d'un dossier présenté au Protecteur du citoyen contre le Curateur public. Un an et demi après son dépôt, la plainte est jugée irrecevable. Trois ans plus tard, dans son rapport annuel, le Protecteur du citoyen soulève les mêmes problèmes que ceux déjà ciblés par l'AGID.

«Il faut nourrir le Protecteur de nos informations, mais on ne compte pas sur lui pour nous défendre, ajoute-t-elle. Les groupes communautaires sont eux-mêmes un genre de protecteurs du citoyen et ils sont beaucoup plus efficaces.»

## VOTRE DON VA LOIN

### Vivre enfin sur sa propre terre !

C'est le rêve de milliers de Guatémaltèques chassés de leur pays par la dictature.

Depuis janvier 1993, plusieurs réfugiés ont pu retourner au Guatemala. En toute dignité.

Développement et Paix, grâce à vous, participe à ce retour historique.

Votre don va loin !



#### Voici ma contribution

100 \$    50 \$    25 \$    autre    \$  
 Chèque    Mandat    Visa    Mastercard

Numéro de la carte de crédit

Nom du titulaire

Date d'échéance

*Un reçu pour usage fiscal peut être émis pour les dons de 10 \$ ou plus.*

Reçu:  oui    non

Nom

Adresse

Ville

Province

Code postal

Téléphone



**DÉVELOPPEMENT  
ET PAIX**

5633, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1N 1A3 (514) 257-8711

Numéro d'enregistrement: 0321604-09-08

## LE MARCHÉ MONDIAL DE LA BANANE PELURES DE MULTINATIONALES

AFEF BENESEAIEH

LE COMMERCE BANANIER EST VÉRITABLEMENT MONDIAL ET IMPLIQUE PAYS PAUVRES ET PAYS RICHES. TROIS FIRMES MULTINATIONALES CONTRÔLENT LA DISTRIBUTION DU FRUIT.

**F**ruit banal parce que disponible à longueur d'année chez le fruitier du coin, la banane est un aliment de base indispensable pour les pays du Tiers Monde, qui ne possèdent pas, en grande partie, leur propre production.

Les trois grandes multinationales qui distribuent les fruits du bananier à travers le monde sont les états-uniennes Del Monte, Castle & Cooke et United Brands.

80% de la production bananière vient d'Amérique latine, le reste est importé d'Asie et d'Afrique. L'Équateur et la Colombie sont les plus gros pays producteurs-exportateurs sur le marché mondial. La production de la banane plantain est essentiellement africaine (à 75%) et en particulier ougandaise.

Les géantes de la banane détiennent entre 60% et 100% de la production sud-américaine. Ces compagnies s'impliquent aussi bien dans la production que dans la commercialisation. Parfois, elles se contentent de mettre en vente le produit, comme en Équateur, mais le plus souvent, elles contrôlent aussi la production.

90% des bananes sont mangées dans leur pays producteur. Certains pays, comme le Brésil, peuvent être de très gros producteurs sans être présents sur le marché mondial. Il s'agit alors d'une dynamique d'auto-consommation.

### LA GUERRE DES BANANES

Les pays latino-américains producteurs de banane se sont regroupés, dans les années 70, pour imposer une taxe à l'exportation que paieraient les multinationales impliquées. Une véritable guerre des bananes s'ensuivit entre gouvernements

## LA BANANE VERTE

**Un institut de recherche scientifique du Honduras a mis au point, grâce aux expériences de Philip Rowe et de son collègue Franklin Rosales, un nouveau type de banane. La Goldfinger est une banane jaune comme toutes les autres. Différence remarquable: on la dit «verte» parce qu'elle donne du fil à retordre aux parasites (champignons, insectes) qui déciment les plantations de bananes.**

**La Goldfinger est un hybride, au goût de pomme, entre plusieurs variétés de bananes. La lutte s'annonce ardue, pour qui voudra obtenir le monopole de la commercialisation de cette super-banane...**

PHOTO: DANIEL S-LEGAULT



et multinationales, qui fut remportée... par les plus forts, les multinationales, qui trouvèrent le moyen de se dérober à la taxe gouvernementale en agissant sur chaque gouvernement, pris individuellement. Castle & Cook prit la décision de réduire ses exportations et préféra détruire des tonnes de bananes plutôt que de payer la taxe. United Brands aurait tenté de soudoyer le gouvernement hondurien en lui versant un pot-de-vin, ce qui fit scandale et provoqua le suicide du président de la compagnie, Eli Black, ainsi que la démission du gouvernement. Enfin, Del Monte menaça de se retirer du Guatemala, si elle n'était pas exonérée de la taxe. Rien n'y fit et la compagnie se résolut alors à frauder sur les quantités de bananes déclarées aux douanes. Ces dernières, n'ayant pas en main les véritables chiffres des années précédentes, ne purent que se plier au subterfuge.

Cette guerre dura peu de temps (1974-1975) et fut remportée dans les faits par les multinationales, qui paient jusqu'à aujourd'hui des taxes... personnalisées et ont profité de cette partie de bras de fer pour hausser leurs prix de vente du


carton, qui passa de 2,50\$ à 5,20\$.

### LES GROS MANGEURS

Suivant de peu les agrumes, les bananes sont les fruits les plus échangés dans le commerce international. Les États-Unis ainsi que l'Europe se fournissent essentiellement en Amérique centrale et du Sud. Les Philippines exportent surtout vers le Japon et parfois le Proche-Orient.

Sur le marché global d'importations de bananes, les États-Unis prennent environ 45% de la production mondiale (12 kilos par habitant-e par an), l'Europe 40% et le Japon 10%. Le reste est partagé par les pays en voie

de développement et l'Europe de l'Est. Aujourd'hui, les grands pays importateurs consomment environ 10 kilos de bananes par habitant-e et par an.

Il n'existe pas de prix de référence mondial de la banane. Chaque pays consommateur traite avec celui qui produit et détermine le prix d'achat du produit. Il est très difficile de connaître le prix de production de la banane, ne serait-ce que pour pouvoir le comparer avec celui d'autres fruits. 



## Pour s'impliquer dans la solidarité et la coopération internationale

Travailler dans un pays du Tiers Monde comme coopérant-e avec **CUSO**, c'est contribuer à un effort pour tisser des liens internationaux entre partenaires à la recherche d'alternatives au modèle dominant. Les projets auxquels s'associe **CUSO** sont axés sur les principes et les pratiques féministes, les droits de la personne et la démocratie. Si cette implication vous intéresse et que vous possédez l'expérience requise, vous pouvez adresser une demande pour l'un des postes offerts par **CUSO** en Afrique, en Amérique Latine ou en Asie.

### BURKINA FASO

#### **CONSEILLER-ÈRE EN COMMUNICATION (DROITS HUMAINS)**

Il s'agit d'un travail avec l'*Union interafricaine des droits de l'homme* (UIDH), qui regroupe plus de 40 membres francophones, anglophones et lusophones d'Afrique.

Les principales tâches du poste se situent à trois niveaux :

- 1- Communication interne : mettre sur pieds un programme qui assurera des échanges permanents entre les organisations membres de l'UIDH.
- 2- Communication externe : développer des stratégies de communication pour le grand public et les partenaires.
- 3- Formation : mettre en place un programme de formation en techniques de communication.

### PÉROU

#### **ASSISTANT-E À LA FORMATION ET À LA RECHERCHE**

Au sein de ADEC-ATC, un ONG de recherche, pour travailler sur les effets des programmes d'ajustement structurel (PAS) et du libre-échange sur la population péruvienne et la création de réseaux locaux, nationaux et continental.

### PÉROU

#### **ÉCOLOGISTE**

Ilo est une ville côtière de 70 000 habitants. Ses principales activités économiques sont l'exploitation minière et la pêche. L'exploitation des mines a créé de sérieux problèmes environnementaux dans la région. Essentiellement, le rôle du ou de la coopérante consistera à faire de la recherche sur la détérioration environnementale dans la zone et à tenter d'y apporter des solutions.

### COLOMBIE

#### **ASSISTANT-E À LA COOPÉRATION RÉGIONALE**

CUSO travaille en Colombie depuis 25 ans. Sa programmation est axée sur le développement d'alternatives au modèle économique actuel et vise les organisations autochtones et les groupes urbains qui travaillent dans l'économie parallèle. Le bureau de Colombie est aussi responsable du programme de CUSO au Pérou, où les coopérant-e-s travaillent surtout en milieu urbain avec des organisations de femmes. L'assistant-e à la coopération aidera à l'administration et au développement de la coopération pour la Colombie et le Pérou.



## AUX ÉTATS

**L**es États-Unis ont récemment fait la découverte de l'aromathérapie, une discipline qui soutient que les fragrances peuvent avoir différents effets sur le comportement des individus. Populaire en Europe et au Japon, où l'on connaît depuis très longtemps ses bienfaits médicaux, l'aromathérapie est devenue au cours des dernières années un élément de plus en plus important dans la vie quotidienne de nos voisins-es. À l'aube du 21<sup>e</sup> siècle, c'est grâce à la technologie que l'aromathérapie prend sa place en Amérique du Nord. Au travail ou à la maison, des ordinateurs programment les fragrances servant à stimuler l'énergie (la menthe), à réduire le stress (la muscade et la lavande), ou encore à augmenter la concentration (un mélange de romarin et de citron). Des chercheurs-ses ont maintenant démontré ce que les anciennes civilisations de Grèce, du Moyen-Orient et de l'Inde savaient déjà: l'odorat a un pouvoir illimité.

On estime à 4 milliards \$ US les dépenses en recherche et développement sur l'aromathérapie à travers le monde. Ce sont surtout les Japonais-es qui sont à l'avant-garde dans ce domaine. Il n'est pas rare au Japon que des travailleurs-ses prennent une «pause-senteur» visant à réduire leur niveau de stress. À l'aide du système d'air climatisé, des fragrances sont distribuées dans des salles de récréation.

Les Japonais-es ont aussi fait la preuve scientifique que l'aromathérapie pouvait avoir des effets importants sur la performance des travailleurs-es. Par exemple, dans le cas d'opérateurs-rices dont la fonction est d'entrer des données, ils ont estimé que la lavande réduisait les erreurs de 21%, le jasmin de 34% et le citron de 54%. Dans le cas du citron, toutefois, les travailleurs-ses étaient en général plus lents-es, ce qui a été interprété comme voulant dire que le citron aide à relaxer tout en gardant les gens plus alertes.

Aux États-Unis, la science de l'aromathérapie est toute nouvelle. Des projets sont présentement en cours dans plusieurs universités. Par exemple, à l'uni-



# TECHNOLOGIE ET AROMATHÉRAPIE MENEZ-LES PAR LE NEZ!

MARYSE ROBERT

versité de Cincinnati, deux chercheurs ont démontré que dans le cas de tâches répétitives, les senteurs de menthe et de muguet ont permis d'augmenter la performance des travailleurs-ses de 25%. À la Bowling Green State University, des scientifiques se penchent présentement sur l'impact des fragrances sur le sommeil et les rêves. À l'université du Minnesota, des psychologues essaient de mieux comprendre l'effet des odeurs sur les interactions entre individus. À l'université Duke, la professeure Susan Schiffman concentre ses efforts sur comment réduire la dépression, la nervosité et même l'agression en se servant de l'aromathérapie.

Il semble aussi que certains magasins ou centres d'achat aient commencé à distribuer subtilement des «senteurs» pour inciter leurs clients-es à acheter des produits de consommation. À Philadelphie, un bijoutier utilise l'odeur des fleurs pour inviter ses clients-es à demeurer plus longtemps dans sa bouti-

que. Des chercheurs-ses ont constaté que les gens voulant s'acheter des espadrilles ont tendance à consommer plus en présence d'une odeur florale.

Sur la côte ouest, à Seattle, on demande souvent aux architectes et dessinateurs-rices d'intégrer l'aroma-technologie dans leurs plans de nouveaux magasins.

En 1992, à New York, la *Fragrance Foundation* a parrainé une exposition réunissant tous les aspects de la nouvelle philosophie sensorielle: les fragrances, le son, la «texture» et la température.

Les futurologues croient fermement que l'Occident du 21<sup>e</sup> siècle se tournera de plus en plus vers l'aromathérapie. En Amérique du Nord, la tendance actuelle semble montrer que l'aromathérapie sera utilisée non seulement pour ses effets médicaux et l'accroissement de la performance des travailleurs-ses, mais aussi à des fins de consommation.



## IRAI-JE VOTER?

PIERRE VIAU

«**D**ans beaucoup de pays, voter est une obligation légale. Sur la carte d'identité, il y a de la place pour des tampons qui certifient que tu as voté. Sans les tampons, impossible de trouver un emploi public: fonctionnaires, infirmières, professeurs, etc... Dans mon pays, une campagne électorale est un court temps d'une certaine liberté d'expression. Après une élection, si on n'a pas voté du «bon bord» – et on est identifié comme tel –, alors on se cherche des amis, des connaissances, des membres de sa famille qui sont proches du parti au pouvoir. Histoire de se protéger, de garder son emploi ou d'en trouver un! Critiquer ouvertement le gouvernement, c'est risquer de disparaître pour apparaître dans un cimetière clandestin. Moi, j'ai choisi d'apparaître dans un autre pays: le Canada.»

Madame Olimpia parle du Guatemala, mais vit à Montréal depuis huit ans. Dans quelques semaines, elle recevra la citoyenneté canadienne et pourra enfin voter. En huit ans, elle a vu beaucoup d'élections: fédérales, provinciales, municipales... et même un référendum. Quant aux commissaires d'école, elle pensait que c'était une affaire de professeurs-es et de comités de parents.

### D'UN FOLKLORE À L'AUTRE

«Au Guatemala, le monde se déplace en foule pour les assemblées électorales parce que les candidats donnent des gadgets: casquettes, coca-cola, porte-clés; les petits cadeaux justifient les grands rassemblements. Ça devient une fête. Ici, les campagnes électorales sont froides. L'autre jour, je suis allée faire l'épicerie au IGA. Une dame à l'entrée distribuait un dépliant. Je pensais qu'il y avait une promotion, une vente de savon. Je me suis approchée pour profiter de la vente. C'était une candidate en campagne: «Bonjour, je suis candidate, pensez à moi le 12 septembre.» Si, au moins, il y avait eu des partisans.»




PHOTO PIERRE VIAU

### COMPLICATIONS D'ICI

«Le provincial, le fédéral, Québec, Ottawa, c'est mêlant au possible. La carte d'assurance sociale avec la feuille rouge, celle de l'assurance-maladie avec le fleur de lys, l'éducation c'est Québec; les bureaux d'immigration: pour des papiers, c'est Québec, pour d'autres c'est Ottawa. Ce n'est pas facile de comprendre tout cela. Quand il y a eu la crise amérindienne, ce fut encore plus confus pour moi. Je n'ai rien compris.»

«Quand on arrive ici, on est surpris. De plus, beaucoup de Québécois parlent d'indépendance, d'un nouveau pays. Il y a une histoire en arrière de cela. Il y a toujours un pourquoi. Comme immigrant, on ne sait rien, on ne sait pas le pourquoi. C'est difficile de se fier aux partis politiques, ils ressemblent à des vendeurs itinérants. Au fond, seuls des amis québécois peuvent avoir la patience de nous expliquer, d'écouter nos inquiétudes. Quand dans une usine il n'y a aucune Québécoise, mais dix Latinos, cinq Vietnamiennes, six Portugaises, cinq Pakistanaïses, on ne parle pas d'élection, de politique canadienne ou québécoise!»

### IRAI-JE VOTER?

Bientôt citoyenne canadienne, Olimpia pourra voter. Son nom pourra apparaître sur les listes d'inscription électorale. Les partisans-es prendront peut-être la peine de frapper à sa porte. Sans trop croire aux promesses, Olimpia souhaite des campagnes plus animées, des débats de candidats-es avec les gens des comtés, des manifestations enthousiastes et partisans, des temps d'émotions politiques. «Je n'aime pas la froideur et la rigidité des campagnes électorales d'ici. Mais, oui j'irai voter, je regarderai, écouterai et consulterai.» Il lui restera à convaincre l'ami de sa fille. Lui, il ne vote pas, un parti ou un autre, c'est pareil, c'est la même vie qui continue. À croire qu'il est né ici! Non, mais il a déjà rejoint les rangs des personnes qui ne croient plus aux politiciens-nes! 



# *Le chef de file de la solidarité dans l'emploi*

Le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ)  
a contribué à la création et au maintien  
de quelque 6 000 emplois l'an dernier.

LE  
**FONDS**  
DE SOLIDARITÉ  
DES TRAVAILLEURS  
DU QUÉBEC (FTQ)



**LA  
RECETTE  
DU  
BONHEUR  
C'EST...**

*des emplois de qualité.*

